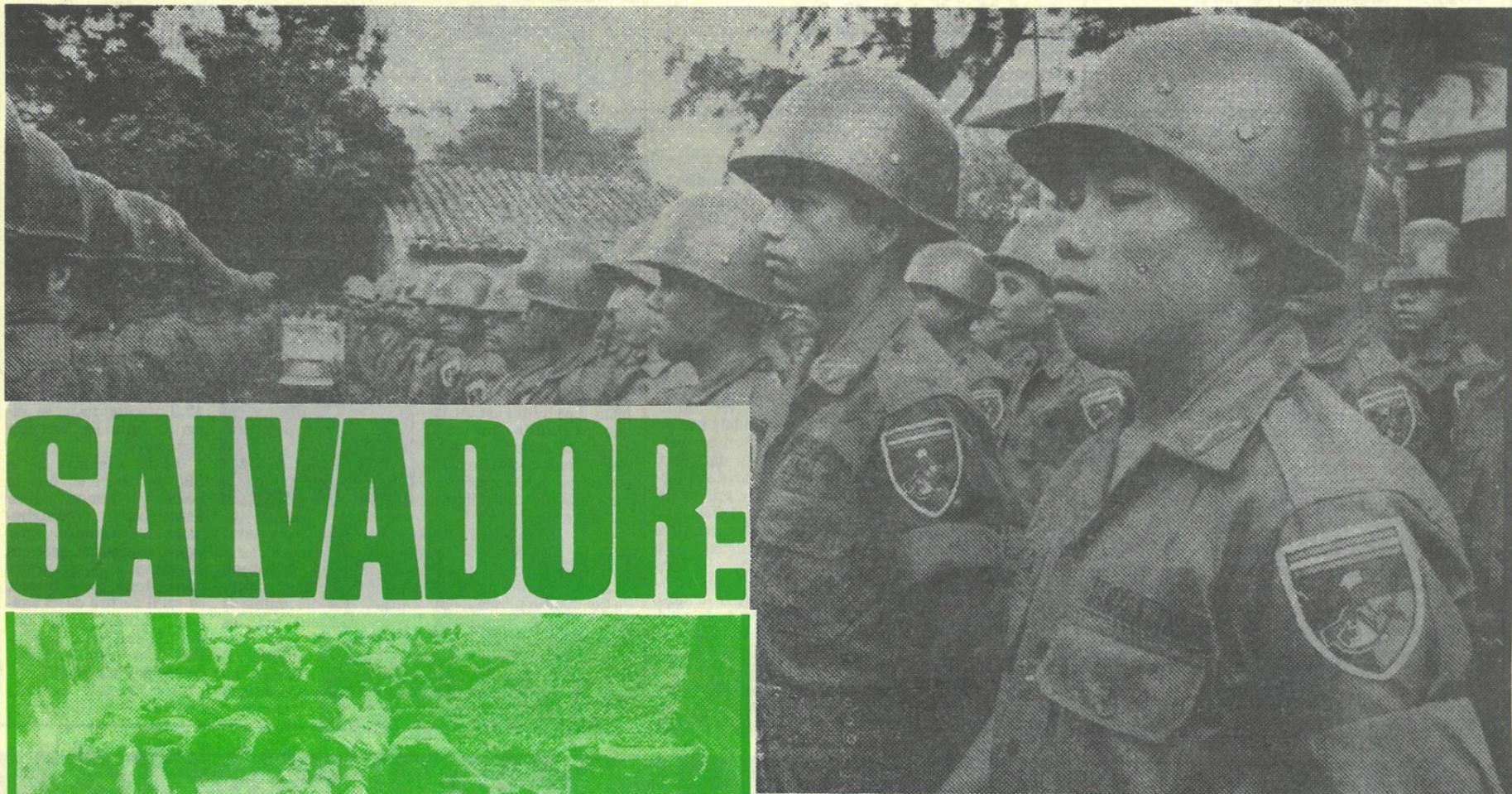


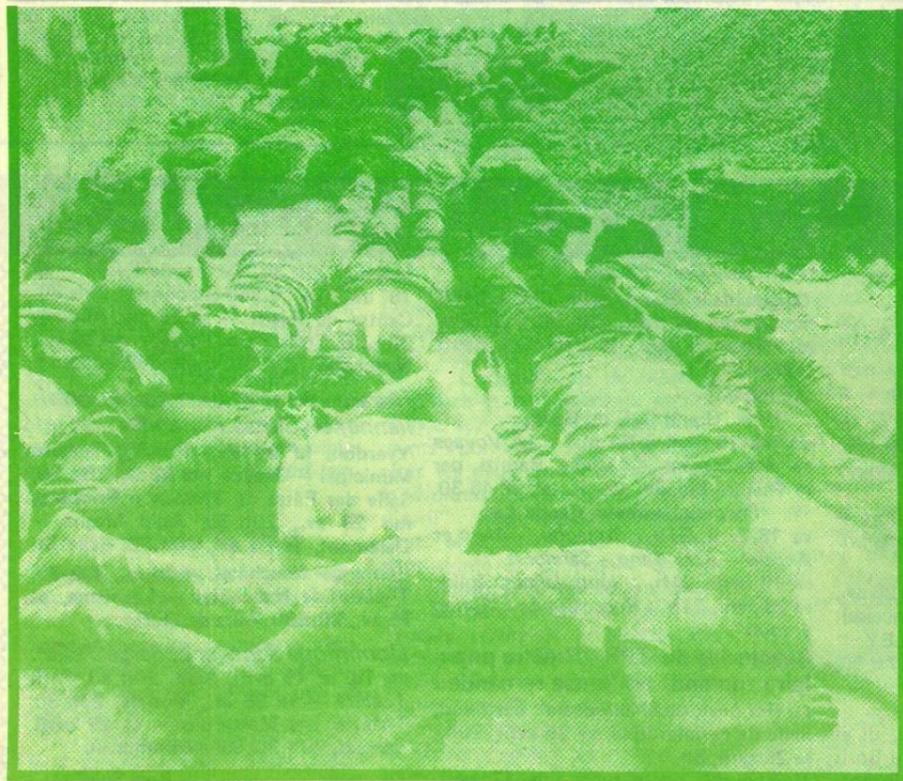
**Apprenti(e)s**  
 Sous le joug de l'exploitation  
**Nicaragua**  
 Acquis et contradictions  
 de la révolution  
**Programme de l'USS**  
 Beaucoup de fumée  
 et peu de clarté

# la brèche

organe bimensuel de la  
**Ligue Marxiste Révolutionnaire**  
 section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale



## SALVADOR:



**Carter veut  
 écraser le  
 mouvement  
 de masse**

# sommaire

**EDITO**  
Saisonniers : les esclaves modernes 3  
Programme de l'USS : beaucoup de fumée et peu de clarté 3

**SOCIAL**  
Formation professionnelle : les apprenti(e)s sous le joug de l'exploitation 4  
Horlogerie genevoise : la rage antisyndicale 5

**POLITIQUE**  
Arguments : les banques : toujours plus riches, toujours plus arrogantes 2  
Neuchâtel : la LMR aux élections com. 5  
Immigration : pas de compromis avec le statut de saisonnier 5  
Migros : la soupe insipide de M-Renouveau 8  
DOSSIER : NICARAGUA : acquis et contradictions de la révolution 6-7  
l'alphabétisation en marche 7

**ANTINUCLEAIRE**  
Graben : seul le besoin de profits est établi 8

**FEMMES**  
La lutte pour l'égalité des droits aux USA INTERNATIONAL 9  
FRANCE : la pétition pour l'unité dans les luttes 9  
ESPAGNE : les nationalités font trébucher Suarez 10  
URSS : libérez Borissov et ses camarades 10  
IRAN : aux côtés de la révolution iranienne 10

**TELEVISION**  
Trotsky vu par Henri Guillemin 11  
L'EVENEMENT : EL SALVADOR : Carter envisage un coup d'Etat 12

## EN BREF...

### MEETINGS

**NEUCHATEL**  
vendredi 25 avril, à 20h.15, Collège de la Promenade, avenue du 1er mars no 2 : "La situation actuelle en Italie", avec un des 61 licenciés de la FIAT de Turin. Organisation : LMR.

**BIENNE**  
vendredi 25 avril, à 20h.15, au restaurant Pic-Schlüssel :  
\* Projection du film "With babies and banners" retraçant la lutte des femmes dans la première grande grève de l'automobile aux USA.  
\* Discussion avec Suzanne LOUP, syndiquée VPOD, qui a obtenu gain de cause devant le Tribunal fédéral à propos de l'égalité des salaires entre hommes et femmes dans la fonction publique.  
samedi 26 avril, à 20h.15, Centre autonome de jeunesse (Coupole) : Tour de chant d'Yvette Théaulaz.  
Organisation : Groupe contre le cours ménager obligatoire. Soutenu par : PSR, PdT, LMR, Entente biennoise, La Taupe, Lega delle Donne Imigrate, MLF, OCS.

**FRIBOURG**  
vendredi 2 mai, à 20h.30, restaurant La Viennoise : "De quel syndicat avons-nous besoin ?", avec G. Forster, FOBB, Lausanne. Organisation : LMR.

### Assemblée ordinaire des délégués du Cartel Syndical Vaudois

Lors de son assemblée du 15 mars 1980, le Cartel Syndical Vaudois a discuté du statut de saisonniers. Une résolution de la VPOD Vaud-Etat demandait que l'Union Syndicale Suisse prenne maintenant position en faveur de l'initiative "Entre solidaires" au cas où le statut de saisonniers ne serait pas supprimé de la nouvelle loi. Il s'agissait de faire pression sur les débats parlementaires et de montrer que les syndicats sont prêts à soutenir la seule alternative au cas où la nouvelle loi maintenait le statut.

Le collègue Jean Clivaz, secrétaire central de l'USS, de même que le Comité du Cartel soutenait une autre résolution qui ne demandait pas de prendre position et réaffirmait le refus du statut de saisonniers. Leur argumentation principale était qu'il ne fallait pas prendre position car cela générerait les débats aux Chambres. Après un débat nourri, les deux résolutions furent soumises au vote : celle du Comité du Cartel l'emporta avec 42 voix contre 30 à celle de la VPOD.

La suite lors du débat aux Chambres... un délégué

## ARGUMENTS

### Les banques : toujours plus riches, toujours plus arrogantes

Malgré la reprise conjoncturelle, les capitalistes ont fait subir aux travailleurs en 1979 une perte de salaire réel de 2 o/o environ. Pour les banques toutefois, l'année 1979 fut une nouvelle "année de rêve", permettant d'amasser des profits records.

C'est d'environ 15 o/o que les "trois grandes" banques - Union de Banques Suisses (UBS), Société de Banque Suisse (SBS), Crédit Suisse (CS) - ont accru le total de leurs gigantesques profits, qui passe de 693 millions à 795 millions de francs. Il s'agit là bien sûr de données publiques, c'est-à-dire de la partie des profits bancaires qui a dû être déclarée. L'ampleur réelle de leur bénéfice net n'est connue que des banques, puisque l'actuelle législation leur permet de constituer légalement d'énormes "réserves latentes", qui n'apparaissent pas dans le bilan. Les initiés estiment que les profits réels sont au moins trois fois supérieurs aux bénéfices déclarés; ce qui représenterait plus de 2 milliards de francs pour 1979!

Cela n'empêche en rien le président de la SBS, Hans Strasser, de rejeter avec force, lors de l'assemblée générale de sa banque, toute imposition particulière des banques - qui, en réalité et dans le meilleur des cas, soumettrait les banques à un

traitement égalitaire ou permettrait partiellement une saisie fiscale des clients des banques qui jusqu'alors échappaient au fisc. Avec une arrogance grossière, Strasser exigea au contraire que la Confédération augmente massivement les impôts indirects de consommation, repoussant les "nouvelles charges" que pourrait contenir la révision de la loi sur les banques, depuis longtemps désuète.

L'UBS l'avait déjà précédée dans cette voie dans sa propagande. Dans l'une de ses pages publicitaires, son président, Ph. de Weck, parla des capitaux en fuite en provenance du Tiers Monde. Il affirma que ces capitaux n'étaient qu'une partie "absolument mineure" des 23 milliards de francs en provenance des pays sous-développés qui reposent dans les banques suisses.



Ph. de Weck, président sortant de l'UBS.

Monsieur de Weck n'oublie qu'une petite chose : ces 23 milliards ne représentent que les liquidités qui sont dans les banques suisses. Il s'y ajoute les diverses valeurs, traitées par les ban-

ques sous le nom de "dépot fiduciaire", et qui, selon une estimation du banquier privé Vontobel, s'élevaient à près de 400 milliards (400 000 millions) de francs et dont une bonne partie représente certainement des capitaux en fuite. Si les revenus de ces dépôts (au taux de 5 o/o = 20 milliards de francs) n'étaient taxés que d'un impôt modéré de 15 o/o par exemple, cela ferait un revenu fiscal annuel de 3 milliards. Il est évident que dans un tel cas une partie de ces dépôts partirait sous d'autres paradis fiscaux plus cléments, mais de loin pas tous, l'appareil bancaire suisse offrant une série d'avantages en matière de sécurité.

Si par là l'expansion des banques était freinée, cela ne serait pas un mal : de 1969 à 1979, les seules cinq plus grandes banques (les trois citées ci-dessus plus la Banque Populaire Suisse et la Banque Leu) ont accru leur part du marché intérieur du crédit de 33,1 o/o à 43,5 o/o et les banques cantonales ont reculé de 49,1 o/o à 42,9 o/o (le reste se répartit entre les banques régionales).

Et le président de la SBS de déclarer que la Société de Banque Suisse restreignait volontairement sa croissance - par égard aux autres groupes bancaires ! Nous attendons donc avec intérêt ce qu'il sortira de "l'examen" promis par le Conseil fédéral de l'imposition des clients (fraudeurs) des banques...

G. K.

## abonnez-vous

### Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50  
une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-  
une année, enveloppe fermée : fr. 55.-  
une année, étranger (Europe) : fr. 80.-  
Outre-mer : prendre contact avec nous  
abonnement de soutien : fr. 100.-

Lausanne. (préciser le type d'abonnement).

Pour toute correspondance : Case postale 1000 Lausanne 17 CCP 10-25669

Ed resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne.

### SI NOS ACTIVITES ET NOTRE POLITIQUE VOUS INTERESSENT :

## PRENEZ CONTACT

### LIGUE MARXISTE REVOLUTIONNAIRE Section suisse de la IV<sup>e</sup> Internationale

case postale 13, 2 500 Bienne 4 (032) 22 95 47  
case postale 829, 2 301 La Chaux de Fonds  
case postale 59, 2 800 Delémont 1  
case postale 28, 1 700 Fribourg 6  
case postale 858, 1 211 Genève 3 (022) 20 68 02  
case postale 592, 1 000 Lausanne 17 (021) 23 05 91  
case postale 32, 2 000 Neuchâtel 2 (038) 24 25 23  
casella postale 225, 6 901 Lugano

## ALLEZ VOIR VOUS-MEMES!

### LAUSANNE

Grande Salle de VENNES

sa 19 avril, 20h.15 : Thanatos. 6.- fr.

### CPO - Croix d'Ouchy

JAZZ, org. : MAL, 12.- fr. par soir.

je 17 av., 20h.30 : Mme Schwab et Mr Weber - Mal Waldron & Jimmy Woode.  
ve 18 avril, 20h.30 : Notas - Meier / Bourquin / Francioli / Clerc.

sa 19 av., dès 17h.30 : podium libre - le Grand Bidule Big band Y Percussion.

### Théâtre du Vide-Poche

jusqu'au sa 19 et du ma 22 au sa 26 av., 20h.30 : Rhesus (chanson française).

### Théâtre Kleber Méleau, MALLEY

jusqu'au sa 3 mai, 20h.30 (di 17h.30, rel. lu) : Elle, Elle et Elle.

### Théâtre Boulimie

jusqu'au sa 19 av., 20h.45 (rel. di et lu) : Les bâtisseurs d'empire, de Boris Vian, mise en scène de Martine Jeanne-

ret et Lova Golovtchiner.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES  
ma 29, me 30 avril, 20h.30 : Le Cousteau dans la tête, de Reinhard Hauff (1978) (V.F.).

### GENEVE

Grand Café du Grütli  
du ma 15 avril à fin mai : Le Voyage de Shakespeare, de Michel Beretti, par le Théâtre Mobile. 12.- fr. tél. 28 48 30.

Pic plouc, impasse rue du Lac  
ve 18 avril, 21h. : Amanite - Alain et Angelo - Folk Gang - Sarcloret.

sa 19 avril, 21h. : John Jaimés (folk).  
sa 26 avril, 21h. : Roger Cunéo : "Chien et loup".

Spectacles du TPR (Théâtre populaire romand) en Suisse romande :

Le Roi Lear, de Shakespeare : Berthoud, Salle de gymnastique, ve 25 avril, 20h., sa 26 avril, 8h.

Maïakovski, poète russe : je 17 avril,

Meyrin, 20h.30, Centre de loisirs - ve 18 av., Le Grand-Saconnex, 20h.30, Centre de loisirs - sa 19 av., Morges, 20h.30, Trois P'tits Tours - me 30 av., Neuchâtel, 20h.30, Salle du Faubourg.

Nazare Pereira (chanteuse brésilienne) en Suisse romande :

Yverdon, lu 21 av., 20h.30, Théâtre Municipal - Genève, ma 22 av., 20h.30, Salle des Fêtes de Thônex - Fribourg, me 23 av., 20h.30, Aula Magna - Delémont, je 24 av., 20h.30, Salle St-Georges - Neuchâtel, ve 25 av., 20h.30, Théâtre de Neuchâtel - Lausanne, sa 26 av., 20h.30, Aula de l'EPFL.

Dominique Scheder et Serge Yssor : ve 18, sa 19 avril, Sion, 20h.30, Petit Théâtre - ve 25 av., Môtiers, 20h.30, Théâtre Les Mascarons - sa 26 avril, Epesses, 20h.30, Salle communale.

Beni Soidieu

## ANTONIO, VA POSER TA PELLE : QU'ON CAUSE UN PEU!

LA COMMISSION FÉDÉRALE CONSULTATIVE POUR LE PROBLÈME DES ÉTRANGERS VIENT DE REMETTRE UN RAPPORT SUR "LES ASPECTS CULTURELS" DU PROBLÈME. ET BIEN, DISONS-LE TOUT NET : ON L'A ÉCHAPPÉ BELLE !!

"Les craintes quant à l'infiltration possible d'idées étrangères en matière politique et sociale et quant à la mise en cause de la paix sociale et confessionnelle ne sont généralement pas justifiées."

FLY-TOX CONTRE LES IDÉES ÉTRANGÈRES SANDOZ

MAIS RESTONS VIGILANTS!

La paix du travail est une notion que tous les étrangers ne peuvent comprendre facilement, habitués à faire valoir leurs revendications par des grèves. Il y a donc nécessité d'informer les étrangers des engagements pris par les partenaires sociaux.

... VOILA, C'EST CLAIR COMME ÇA ? VOUS ÊTES CAPABLE DE COMPRENDRE ?

ATTENTION, ON EST PLUS À CHICAGO EN ITALIE, ICI ON EST EN SUISSE !!

VILAIN BIEN

L'attitude passive des étrangers en Suisse fait que l'influence sur la politique est réduite.

VOUS TROUVEZ PAS QUE VOTRE ATTITUDE EST UN PEU PASSIVE ?

C'EST LOUCHE, ÇA...

EN SUISSE, SI LES MINORITÉS NE SONT PAS PROTÉGÉES, PAR CONTRE LA MAJORITÉ N'A RIEN À CRAINDRE...

VOUS TROUVEZ PAS QUE ÇA SENT LA TOMATE ?!

"On peut parler d'une influence négative sur l'identité culturelle, et, partant d'une emprise étrangère, lorsque la population autochtone se sent gênée, voire menacée dans sa volonté de conserver et de développer ses particularités propres."

## Saisonniers: les esclaves modernes

Chaque année au printemps, des dizaines de milliers de saisonniers arrivent dans notre pays, si connu pour son "hospitalité". Un grand quotidien zurichois a récemment décrit le rituel inhumain et humiliant qui accueille ces saisonniers à la frontière.

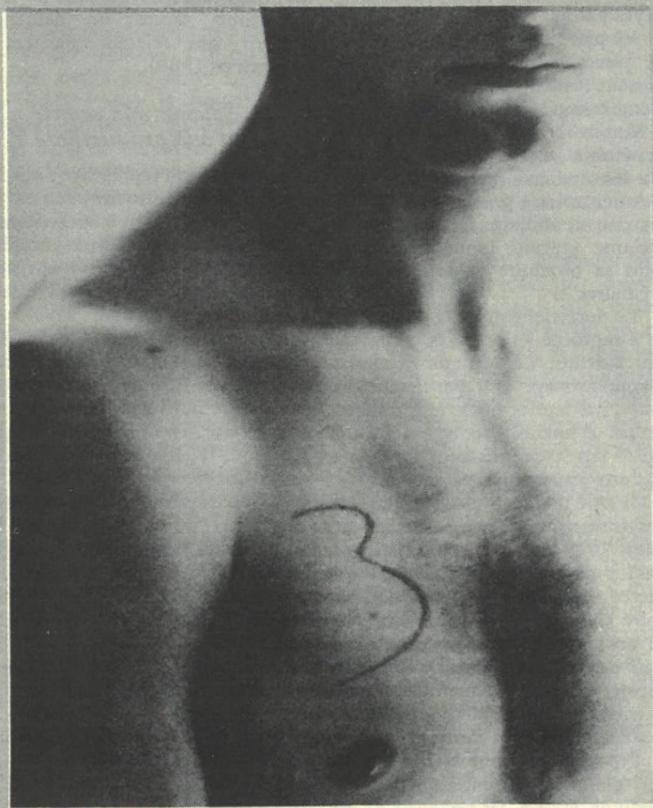
Parqués comme des bêtes dans les wagons fermés des trains spéciaux, ils attendent, une journée durant, l'examen sanitaire d'entrée. Ils ont ainsi un avant-goût de ce qui attend les 96 000 saisonniers en Suisse, qui ne peuvent ni changer d'emploi, ni faire venir leur famille. Ils ne peuvent pas non plus louer d'appartement. En cas d'accident, l'assurance-invalidité ne leur paiera pas de rente partielle, pas plus qu'elle ne prendra en charge les frais de leur réinsertion professionnelle.

Il existe peu d'autres preuves aussi flagrantes, dans ce pays qui se targue de ses "traditions humanitaires", de l'hypocrisie de la morale bourgeoise. L'évêque brésilien Dom Helder Camara, qui passa récemment en Suisse, a réclamé l'abolition du statut de saisonnier, unique en son genre en Europe et qui n'a d'équivalent que celui existant dans les bantoustans sud-africains. Cette déclaration ne semble pas avoir beaucoup touché un Kurt Furgler, par exemple, qui s'était pourtant tellement réclamé de la morale "chrétienne" pour combattre l'initiative du décali. Les mêmes milieux bourgeois, qui n'ont que la protection de la famille à la bouche, séparent sans problèmes les saisonniers de leur famille... Ils protestent avec emphase lorsque les droits de l'homme sont bafoués dans les pays de l'Est; en même temps ils privent 96 000 saisonniers d'une bonne partie de ces mêmes droits... Pire encore : la nouvelle loi sur les étrangers, qualifiée de "progressiste" par les partis bourgeois, maintient les statuts inhumains et, évidemment, le plus inhumain d'entre eux, le statut de saisonnier.

Parmi les 10 000 contrats des saisonniers yougoslaves entrés en Suisse, nombre d'entre eux n'auraient pas précisé le montant du salaire, pas prévu d'allocation de chantier, ou une allocation inférieure à celle de la convention collective; bref, un véritable marché d'esclaves.

Une défense enfin conséquente des intérêts des immigrés par le mouvement ouvrier suisse, pour l'abolition de tous les statuts, en particulier de celui de saisonnier, ne sera pas simplement la seule réponse efficace aux pressions sur les salaires. L'unité des travailleurs suisses et immigrés, qui doit être réalisée aujourd'hui contre la nouvelle loi sur les étrangers et autour de l'initiative "Être solidaires", est un pas important dans la lutte pour l'abolition de la domination de l'immoralité capitaliste.

U. G.



## PROGRAMME DE L'USS

# Beaucoup de fumée et peu de clarté

L'Union syndicale suisse (USS) entend décider, en automne lors de son prochain congrès — elle fête ses cent ans d'existence — d'un nouveau programme pour les années 80. L'ancien, approuvé par le congrès de 1960, selon l'expression même du secrétaire de l'USS, Benno Harmeier, "porte la marque de son temps. Il traduit la confiance quasi illimitée qui régnait alors dans le progrès sous toutes ses formes, dans la continuité de la croissance".

L'avant-projet du nouveau programme de l'USS, présenté par le comité directeur pour ouvrir la discussion dans les syndicats, place de nouvelles questions au centre des préoccupations syndicales: démocratisation du monde du travail (participation, revendications pour lutter contre les conséquences de l'introduction de nouvelles technologies), énergie et environnement (construire aussi peu de centrales nucléaires que possible), égalité des chances et égalité de traitement (meilleure intégration de revendications concernant les femmes), culture et éducation (nouveau chapitre consacré à la politique des médias). Ce programme de travail doit être mieux adapté aux changements sociaux dans lesquels, jusqu'ici, les syndicats n'ont pas joué un rôle moteur (libération de la femme, lutte contre le nucléaire).

### D'autres temps — un autre programme ?

Les auteurs comprennent leur ouvrage d'une septantaine de pages comme un catalogue dont on peut, à propos des problèmes les plus divers et selon les besoins, extraire des revendications.

Ils le disent eux-mêmes clairement : "La valeur d'un programme ne peut se mesurer finalement qu'après son adoption".

Si l'on considère, selon cette "méthode", le programme de 1960, on peut dire sans se tromper qu'il n'a servi qu'à affaiblir le syndicat. Le sommet de l'élaboration de ce programme fut sans aucun doute l'attitude de l'ancien président de l'USS, le conseiller national socialiste Wüthrich, qui avait pris position contre la fixation légale du prolongement de la durée des vacances. Son argument : si la durée des vacances est fixée légalement, les syndicats n'auront plus rien à faire ! Malgré ce programme syndical de 1960 qui subordonnait toutes les exigences syndicales à l'expansion économique et qui chantait les louanges de cette croissance comme "le facteur le plus important pour la défense d'institutions démocratiques et libres", les salariés ont pu enregistrer certains progrès sociaux : c'était là le fruit des années de haute conjoncture.

La période de récession et de stagnation économiques a modifié radicalement et rapidement ces mécanismes. Le nouveau projet de programme ne peut donc pas être comparé à l'ancien, paragraphe par paragraphe, pour y répertorier les nouvelles revendications plus avancées qu'il contiendrait vraiment ou pour y voir si une ouverture réelle a été faite en direction de questions nouvelles comme l'autogestion. Il y a en tout cas un grand manque dans ce programme qui témoigne d'un recul : l'absence de la revendication des ateliers publics d'apprentissage.

Pour nous, un programme syndical devrait être un programme

d'action qui part des développements politiques et économiques actuels et à venir, un plan d'action global permettant au mouvement syndical de se construire et de se renforcer. Et de ce point de vue le nouveau programme n'est pas plus une réponse aux tâches posées aujourd'hui que le programme de 1960 ne l'était pour son temps.

### Participer avec des parasites

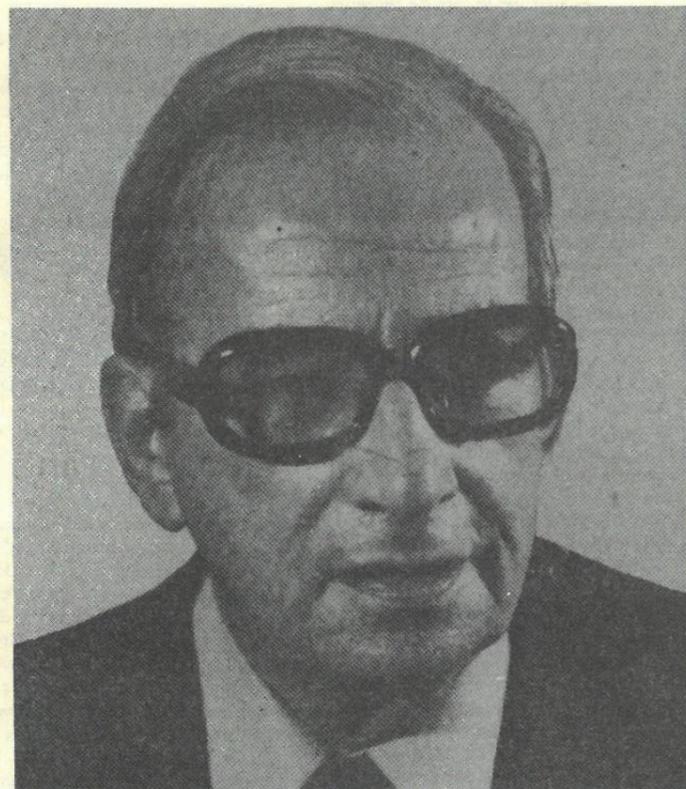
L'économiste de l'USS Beat Kappeler s'attend à une hausse si importante de la productivité que les 30 heures de travail hebdoma-

Mais les conclusions que tire R. Müller de telles accusations enflammées sont bien prosaïques : "Le temps est venu pour le patronat de reconnaître où il doit chercher la solidarité et où il la trouvera. Seule une véritable collaboration avec les travailleurs débouche sur l'action commune qui est nécessaire aujourd'hui et à l'avenir. Mais cela signifie une participation réelle".

Et c'est sur cet autel de la collaboration de classe que l'initiative de l'USS pour la diminution du temps de travail a été sacrifiée afin que plus tard les bureaucrates syndicaux puissent une fois siéger dans les conseils d'administration des entreprises.

### La capitulation comme projet politique

Voilà pourquoi les directions syndicales sont si prolifiques en déclarations enflammées et que le



R. Müller : maintenir la paix du travail avec les "barons de l'arnaque" ?

naire deviendront un objectif réaliste pour les années 90. Or, c'est un fait bien connu que le mouvement ouvrier n'est pas capable d'obtenir même les 40 heures; actuellement le temps de travail légal est de 45 heures pour les entreprises industrielles et de 50 heures dans la construction. Comment doit-on combattre dans ces conditions les conséquences de la rationalisation et de la récession. comment partager le travail disponible entre tous les salariés ? Dans cette perspective, le président de l'USS, Richard Müller, ne prévoit pas un avenir très souriant.

"Qu'est-ce qu'un système économique qui dépend de parasites disposant de millions et qui s'adonnent à la spéculation ? Qu'est-ce qu'un système économique qui dépend de barons, de l'arnaque des trusts internationaux et des brasseurs d'affaires multinationaux qui manient des milliards par téléphone ou par télex pour leurs profits et qui suppriment en même temps d'un trait de plume des emplois pour de simples travailleurs ?"

Le nouveau programme de travail contient des revendications combattives. Elles jettent ainsi le voile sur toutes les défaites subies par les syndicats et qui ont pour nom : politique d'épargne, pertes de salaires, suppression d'emploi, cadences. Les slogans mis en avant permettent aussi de mieux cacher les faiblesses politiques de l'USS : elle fait bien volontiers de la "grande politique", protestant une fois contre le cours trop élevé du franc et l'autre fois contre son cours trop bas. Elle s'accroche ainsi aux basques de la Banque nationale et du Conseil fédéral, alors qu'aucun(e) syndiqué(e) ne peut se mobiliser sur une telle base. Le nouveau programme ne change donc rien à cette faiblesse fondamentale. Aussi longtemps que l'USS se liera à la paix du travail, dont le maintien est déterminé avant tout par la stabilité économique, sociale, politique, le mouvement syndical en Suisse conservera son rôle de gardien de l'ordre social au lieu de devenir son adversaire résolu.

R. Riemer

Formation professionnelle :

# Les apprenti(e)s sous le joug de l'exploitation

*Derrière les chiffres et l'optimisme officiels, une réalité, celle de l'exploitation quotidienne des apprenti(e)s, qui est souvent aussi une humiliation. C'est de cette réalité que parle l'article de nos camarades de Bresche, le bimensuel en langue allemande de la LMR, qui ont mené leur enquête dans la région zurichoise. Nous en publions de très larges extraits. Car le sort des apprentis n'est pas sensiblement différent dans les autres régions du pays.*

**Des places d'apprentissage en plus là où l'on apprend le moins...**

Le nombre des contrats d'apprentissage nouvellement conclus est en augmentation. Cette croissance trouve son pendant dans la détérioration de la formation. Car l'augmentation des places d'apprentissage est surtout le fait de secteurs où les apprenti(e)s peuvent être rapidement et complètement productifs : vendeuses, sommeliers et sommelières, employé(e)s des services, coiffeuses pour dames, jardiniers, fleuristes, etc. Les autorités appuient cette évolution en accordant facilement les autorisations nécessaires à l'engagement d'apprentis.

Le hasard n'y est pour rien : ces apprentissages comportent un temps de formation minimal. La plus grande partie du personnel de ces entreprises n'a même pas de formation professionnelle — comme au Mövenpick (chaîne de restaurants) par exemple, pour le 80 à 95 o/o du personnel.

La rapidité avec laquelle les apprenti(e)s deviennent rentables dans de tels cas est illustrée par l'exemple suivant : au Silberkugel AG, qui fait partie de la chaîne Mövenpick, les apprentis de commerce doivent faire une "journée de stage" au restaurant. Lorsque celui-ci manque de personnel, on leur demande alors si ils ne veulent pas donner un coup de main. Ils peuvent aussi devoir faire des heures supplémentaires (les nettoyages par exemple, généralement le soir de 20 à 21 heures). Les deux choses sont bien sûr "absolument volontaires", souligne l'administration centrale de cette entreprise !

**Les apprentis, force de travail à bon marché**

Exemple : une apprentie fleuriste fait du travail non-qualifié durant la première année, du travail d'auxi-

liaire durant la seconde et la troisième années, avec, par-ci, par-là du travail qualifié durant la troisième année. Elle gagne 200 francs pendant la première année, 300 en deuxième et 400 en troisième. Une aide ou une semi-qualifiée aurait droit, pour le même travail, à un salaire quatre à six fois supérieur. Le calcul est donc vite fait.

**Apprentissage "élémentaire" et volontariat sont encore plus juteux**

Les grands magasins UNIP, plusieurs grands magasins de chaussures, ont introduit une "formation élémentaire" d'un à deux ans, qui ne répond même pas aux prescriptions de la loi sur la formation professionnelle qui pourtant, on le sait, n'est en rien antipatronale.

Les jeunes filles qui suivent cette "formation élémentaire" travaillent à temps complet dès le début et ne suivent aucune école. Chez Ochsner (chaussures), elles ont 4 jours d'enseignement interne par an (!) et à l'UNIP, pas un seul.

L'UNIP emploie exclusivement de telles apprenties, puisqu'il n'y aurait "pas tant de ces choses à apprendre dans un apprentissage", selon les explications du responsable de la formation de ce magasin. Chez Ochsner, il y a environ 2/3 d'apprentis et 1/3 d'"élémentaires"; mais au cours de la conversation on apprendra qu'il y a "par filiale environ un apprenti et un 'élémentaire'". Soit 50 o/o d'élémentaires.

L'UNIP profite encore d'une autre manière du manque de places d'apprentissage : il engage des "jeunes filles terminant leur scolarité qui n'ont pas trouvé de places d'apprentissage" ainsi que "de temps en temps des stagiaires de la Suisse romande". Les salaires : "comme ceux des écolières qui travaillent pendant les vacances..."

Mövenpick AG emploie, uniquement dans le canton de Zürich, 20 à

40 "praticiens", dans les cuisines et dans le service. Ces praticiens sont en majorité des étrangers. Ils travaillent de 6 à 12 mois (cette dernière durée est exceptionnelle) et ne suivent aucune école, interne ou externe. Pour tout leur travail, ils reçoivent "un salaire un peu plus élevé que celui d'un apprenti".

Les magasins de sport zurichois — par exemple Ochsner, Bächtold, Och, et semble-t-il Neuenburger — ou de l'habillement (Schild/Tuch AG) ont trouvé encore un autre truc pour économiser sur les salaires. Cette méthode a été dénoncée avec succès lors de l'action contre le volontariat pratiqué dans la chaîne de boutiques d'habits Bernies en juillet 1979 : celui ou celle qui veut une place d'apprentissage doit d'abord travailler durant 6 à 12 mois, avec un salaire d'apprenti (Och-Sport : une année, à 350 francs par mois). Ecolage : aucun !

**Heures supplémentaires**

Prenons l'exemple des apprenties fleuristes : dans les périodes calmes, elles travaillent 50 à 51 heures par semaine. Avant les fêtes (environ 12 fois par an), les maîtres d'apprentissage leur font faire des heures supplémentaires en plus, de telle manière que le temps de travail hebdomadaire grimpe jusqu'à 72 heures, samedi et dimanche compris. Ces périodes d'heures supplémentaires durent d'une à deux semaines, avant environ 5 fêtes "chaudes", quelques jours avant les fêtes plus "tièdes". Cinq à dix dimanches par an deviennent ainsi des jours de travail. Juste en passant : le temps de travail maximum fixé par la loi pour les apprentis dans les entreprises artisanales est de 50 heures par semaine et le travail le dimanche est interdit !

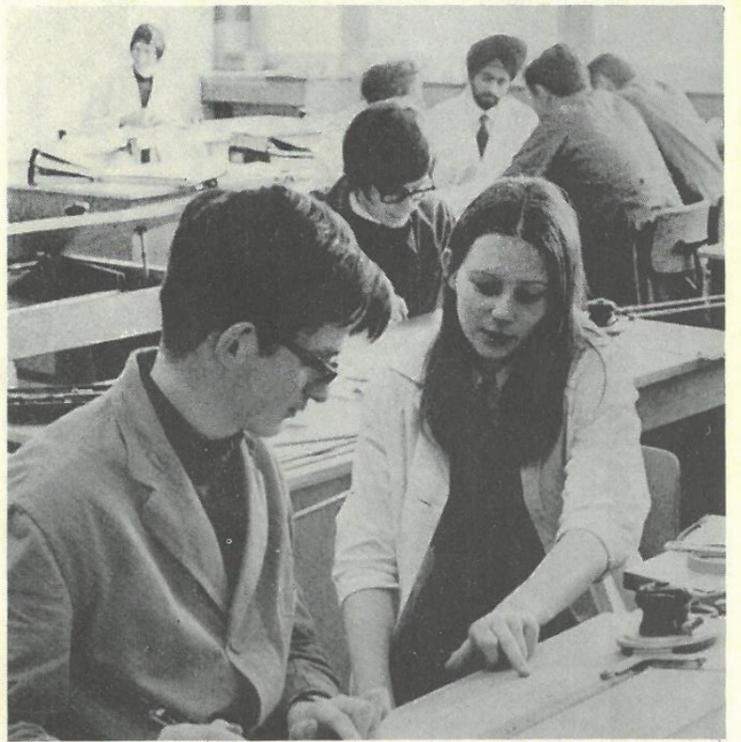
Avant les périodes de fêtes "chaudes", l'école professionnelle est fermée, avant les "tièdes", les maîtres d'apprentissage forcent les apprenties à courber les cours. Les heures supplémentaires ne sont pas payées et ne peuvent être que partiellement reprises.

Tout cela n'arrive bien sûr pas qu'aux fleuristes. Pour les vendeuses aussi l'école est fermée avant Noël, afin qu'elles puissent faire des heures supplémentaires.

**Pour les filles surtout : les apprentissages-cul-de-sac**

Une vendeuse de l'UNIP à Aarau gagne, après 2 ans, 800 francs par mois, une première vendeuse 1 200 francs.

Une fleuriste qualifiée a un salaire de départ de 1 200 francs dans un petit magasin, un peu plus dans les grandes entreprises. Les salaires dépassent rarement 2 000 francs.



Bref : dans ces métiers, les salaires ne couvrent même pas les frais d'entretien — et cela avec des horaires de 47 à 50 heures par semaine et plus. Il n'y a donc rien d'extraordinaire à ce qu'à partir de 22-25 ans, beaucoup arrêtent de travailler dans le métier qu'elles ont appris. Les solutions de rechange ne sont pas non plus très souriantes : les unes vont renforcer l'armée des auxiliaires et manoeuvres de l'industrie, les autres travaillent gratuitement comme ménagères.

**Formation professionnelle au choix du patron**

Dès que le travail nécessite une certaine formation, et que donc le temps de formation improductif s'allonge un peu, les patrons cherchent à établir un système de formation s'adaptant le plus exactement possible aux besoins de la force de travail. Les fruits du manque de places d'apprentissage sont donc récoltés un peu différemment que dans les cas décrits ci-dessus. Constatons toutefois :

\* que dans ces cas aussi les apprentis rapportent du profit, dans la mesure où la moitié au moins de leur temps d'apprentissage est fait de travail productif. En outre les patrons sont subventionnés pour chaque apprenti; les ateliers d'apprentissage d'entreprise et les écoles professionnelles sont en majeure partie ou même complètement payés par des subventions.

\* les patrons profitent du manque de places d'apprentissage et introduisent aussi les apprentissages élémentaires, le volontariat. Sulzer, à Winterthur, par exemple, emploie des jeunes auxiliaires pour le bureau ou les ateliers, payés selon l'âge. (L'orientation professionnelle du district de Bülach fait même une réclame gratuite pour ces places dans sa brochure "solutions intermédiaires".)

Le durcissement de la concurrence a renforcé les mesures d'épargne des patrons. Le manque de places d'apprentissage leur permet de déplacer les jeunes filles, les étrangers et les éléments "scolairement faibles" des apprentissages de 3 à 4 ans aux apprentissages de deux ans. L'OFIAMT a reconnu une série de ces formations rapides dans les années 70 : employé de bureau (2 ans) à côté des employés de commerce (3 ans); employé de laboratoire (2 ans) à côté des laborantins (3 ans); cuisinière (1 an et demi) à côté des cuisiniers (3 ans); comme il reconnaît certainement les "dessinatrices techniques" (2 ans) à côté des dessinateurs en machines.

Un exemple pour la répartition des places d'apprentissage : chez Oerlikon-Bührle, les étrangers ne représentent que le 1,9 o/o des ap-

prentissages de 4 ans, mais 35,7 o/o de ceux de deux ans. Les femmes, quelle que soit la profession, n'apparaissent absolument pas dans les apprentissages de 4 ans; elles représentent par contre le 22,2 o/o des formations rapides et 90 o/o du personnel semi ou non-qualifié (chiffres de décembre 1979). L'entreprise SRO n'emploie aucune apprentie, pas même dans les bureaux.

**Une sélection plus sévère**

Lorsque les apprentissages permettent de recevoir une certaine formation et ne conduisent pas simplement dans des impasses, les candidat(e)s sont foule.

Dans les 20 plus grandes entreprises de l'industrie des machines de la région Zurich-Winterthur, pour chaque place d'apprentissage dans un métier de la technique-mécanique il y a 5 à 13 demandes écrites, dont 3 à 5 seront examinées. 66 à 80 o/o seront donc repoussées. En tête, les monteurs FEAM : 10 à 14 demandes examinées par place d'apprentissage.

Dans les mêmes entreprises, il y a en moyenne 12 demandes pour une place d'apprenti de commerce, dont 4 à 5 sont examinées. Le 80 o/o est donc repoussé. L'examen d'entrée pour un apprentissage de commerce correspond dans toutes les branches à peu près à un examen d'entrée à l'école primaire supérieure. Même pour les mauvais apprentissages de bureau, où il y a beaucoup moins de demandes, 60 o/o sont rejetées (chiffres au printemps 1980).

**Salaires aux points et à la productivité**

L'admission représente pour l'apprenti(e) la première étape d'un système d'éducation parfaitement rodé, qui doit l'orienter complètement et par tous les moyens sur le rendement en concurrence avec ses collègues.

Voyons l'exemple d'Oerlikon-Bührle : dans tous les ateliers dans lesquels travaillent des apprentis, les contremaîtres les notent selon les catégories suivantes : application, rendement, et attitude (— comportement et attention). Deuxième élément : la moyenne des notes obtenues à l'école professionnelle. Pour chaque note supérieure à 4,5 (dans les 4 catégories), un supplément de salaire de 50 ou 25 francs par mois est accordé.

Les salaires au rendement et les primes existent aussi dans les autres branches. Ils doivent faire apparaître le salaire comme quelque chose qui dépend des prestations individuelles et non pas d'une défense collective.

V. B.



Neuchâtel :

# LA LMR SE PRESENTE AUX ELECTIONS COMMUNALES

Les commentateurs les plus avisés de la bourgeoisie sont obligés de le reconnaître : même les élections communales (qui se dérouleront les 10 et 11 mai) deviennent de plus en plus politiques. Les problèmes qui concernent directement les travailleurs, l'emploi, les salaires, les conditions de travail ne peuvent plus être écartés aussi facilement que par le passé. Pourquoi ? Parce que la crise économique capitaliste frappe relativement durement la région neuchâteloise. Pour deux raisons :

a) Sa situation géographique, qui la coupe des grands centres industriels et de décisions; cela est particulièrement vrai pour le haut du canton.

b) La domination d'une industrie, l'horlogerie, en crise et en restructuration profonde, qui diminue régulièrement les emplois (de 90 000 à 45 000 pour toute l'horlogerie suisse, et il est clair que cela ne s'arrêtera pas là).

La diminution de l'emploi a touché en priorité, comme partout, les immigrés et les femmes; mais cela s'est accompagné d'un dépeuplement important dans la région Le Locle, Chaux-de-Fonds, Val-de-Travers.

Les transformations technologiques dans l'horlogerie et la micro-mécanique ont entraîné une importante rotation de personnel (licenciement, passage d'une usine à l'autre) qui s'est accompagnée d'une déqualification générale et de baisses de salaires. Les salaires de la région neuchâteloise se retrouvent parmi les plus bas de Suisse. De même, en ce qui concerne les conditions de travail, la situation s'est également aggravée (cadences, parcellisation du travail) et le travail par équipes commence à s'étendre dans les grandes entreprises (Union Carbide, Ebauches SA).

Ces transformations se sont traduites par un affaiblissement syndical : diminution du nombre des membres, incapacité de s'opposer réellement aux mesures patronales.

Les jeunes se trouvent eux aussi devant des difficultés; d'ailleurs beaucoup émigrent. Il est toujours aussi difficile de trouver une place d'apprentissage, et nombreux sont ceux qui font une 10ème année

d'école faute de place; d'autres se résignent à entrer immédiatement dans la production comme manoeuvres.

### DERNIERE MINUTE

En ville de Neuchâtel, le POP a accepté la proposition d'appareillement de la LMR.

Nous défendons une orientation qui montre que le mouvement ouvrier ne peut plus se contenter de poursuivre sa politique traditionnelle de gestion des communes en collaboration avec la bourgeoisie. Il faut aller dans une autre direction au niveau syndical et politique.

Nous popularisons quatre revendications :

- \* 40 heures immédiatement, sans diminution de salaires,
- \* droits politiques pour les immigrés,
- \* protection sociale de la maternité, droits égaux,
- \* formation professionnelle et recyclage garantis pour toutes et tous.

Au niveau syndical nous développons la nécessité d'un renforcement du syndicat sur des bases de lutte, dans un sens démocratique. Les travailleurs ne gagneront rien, laisseront les mains libres aux patrons, tant qu'un syndicat fort et démocratique ne sera pas présent dans les entreprises pour engager

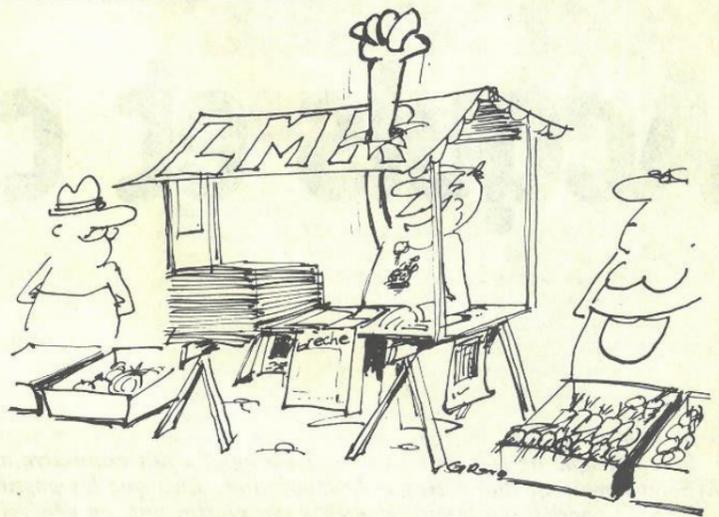
un minimum de luttes défensives, préservant les acquis au niveau de l'emploi et des salaires.

Une telle transformation nécessite l'unité du mouvement ouvrier pour lutter sur des objectifs précis. Dans ce sens, nous appelons le PS et le POP à rompre avec la bourgeoisie, et là où ils sont majoritaires (Chaux-de-Fonds, Le Locle), à mettre réellement la commune au service des travailleurs.

Puisqu'ils sont majoritaires, élus par les travailleurs, c'est devant eux qu'ils sont responsables; qu'ils dirigent la commune sans les bourgeois, sous contrôle des syndicats, des partis ouvriers, des assemblées de travailleurs, de quartiers... Cela veut dire un mouvement ouvrier indépendant qui s'affronte à la bourgeoisie.

Notre présence dans la campagne électorale n'est pas un gadget publicitaire. Nous proposons une politique alternative dans le mouvement ouvrier, une perspective à long terme absolument nécessaire si la classe ouvrière ne veut pas subir de nouvelles défaites. Cette stratégie alternative se prépare déjà, dans l'unité des forces de gauche qui a pu s'opposer à l'augmentation des impôts à Neuchâtel, dans l'unité, développée dans tout le canton autour de la pétition demandant les droits politiques pour les immigrés, et contre la nouvelle loi sur les étrangers, dans la lutte que mènent les militants syndicaux combattifs dans leurs fédérations pour une autre politique syndicale. Systématiser une telle politique d'unité du mouvement ouvrier est nécessaire au changement du rapport de forces entre classe ouvrière et bourgeoisie.

corresp. Neuchâtel



### Les déclarations du futur Conseiller d'Etat socialiste

Le 15 mars dernier, le congrès du PSN désignait le remplaçant de René Meylan au Conseil d'Etat en la personne de Pierre Dubois. Celui-ci a été élu tacitement puisqu'aucun autre candidat ne lui était opposé. Favorable à l'appareillement avec le POP aux dernières élections, il était considéré comme appartenant à la "gauche" du PSN. Or ses déclarations à la Feuille d'Avis de Neuchâtel du 28. 3. 80 montrent que de "droite" ou de "gauche", on est pour une collaboration loyale avec les partis bourgeois, et qu'on ne s'embarrasse pas pour le dire franchement : "Je dis un oui ferme au principe de la collaboration même minoritaire (...)"

Je dis également oui à la collaboration avec les conseillers d'Etat bourgeois. Car elle permet de calmer les tensions sociales et politiques. De plus, elle est le seul moyen pour que les décisions prises soient appliquées et admises par la majorité des citoyens (...). Je suis fermement résolu à respecter la collégialité (...). Je ne pense pas qu'il y aura le moindre problème de collaboration, puisque je suis pleinement acquis au système." (nous soulignons). Peut-on exprimer plus clairement comment on utilise la "participation des travailleurs" pour aider la bourgeoisie à faire passer ses attaques ?

5 avril 1980, José

## Pas de compromis avec le statut de saisonnier !

La Confédération a visiblement de la peine à garder son sang-froid dans le débat autour de la nouvelle loi sur les étrangers. Deux fois de suite la Commission fédérale consultative pour les questions des étrangers a publié des prises de positions qui ont suscité des réactions indignées y compris dans la presse bourgeoise. En janvier elle avait le culot d'affirmer publiquement que le chômage n'avait pas été exporté pendant la dernière récession, mais que les étrangers avaient quitté la Suisse de plein gré ! - Au mois de mars elle publiait les résultats d'une enquête "prouvant" que le comportement des étrangers ne constituait pas une menace pour le mode de vie du peuple suisse, épris d'ordre et attaché à la paix sociale...

Ces enfantillages ne doivent cependant pas détourner notre attention de l'état actuel de la discussion. Ce qu'il importe de savoir, c'est que la commission du Conseil national est en train de mener un combat d'arrière-garde autour du statut des saisonniers. Lors de sa séance de mi-avril, elle va discuter des propositions d'allègements de ce statut. Il paraît que certains membres de cette commission voudraient réduire les conditions de transformation de l'autorisation de saisonnier en autorisation de séjour. Au lieu d'exiger qu'un saisonnier ait travaillé 35 mois en tout durant 4 années consécutives (sur 36 mois possibles), on demanderait 26 mois en 3 ans ou 18 mois en 2 ans. D'autres membres de la commission se préoccuperaient du droit au regroupement familial, d'autres encore désiraient reprendre la solution, repoussée en automne passé au Conseil des Etats, selon laquelle le statut des saisonniers serait rayé de la loi pour être réglé entièrement par l'ordonnance d'application...

Le grand danger de ce genre de discussion est qu'elle peut faire croire que la bourgeoisie serait prête à reculer sur la question des étrangers pour des raisons humanitaires. En réalité, c'est une simple manoeuvre de diversion. Aucun compromis ne peut résoudre les problèmes humains et socio-économiques engendrés par le statut des saisonniers. Tant qu'une loi octroie aux patrons le droit absolu d'engager au début de chaque saison les

travailleurs les plus soumis, elle maintient dans les branches concernées une couche de salariés sans défense aucune face à l'arbitraire patronal, totalement insécurisée et incapable de participer à une quelconque défense syndicale efficace. Il en résultera inévitablement des conditions de travail misérables.

Les salaires minimaux conventionnels du personnel hôtelier - où les saisonniers sont légion - se situent depuis le 1er novembre 1979 entre 1 350 francs pour le personnel domestique et 2 245 francs pour les cuisiniers et les chefs de réception; 450 francs peuvent être déduits de ces montants misérables, pour le logement et la nourriture.

Et tant que le statut des saisonniers sera maintenu sous une forme quelconque, on privera des travailleurs de toute sécurité sociale pendant les trois mois de séjour obligatoire hors du pays.

Les opérations cosmétiques débattues par cette commission n'ont qu'un seul but : donner un visage moins rebutant à une loi qui avantage de façon exclusive le patronat. Pour contrer l'opération, il est important d'affirmer notre soutien à l'initiative "Etre solidaires", car c'est la seule voie concrète pour aboutir dans des délais raisonnables à l'abolition du statut des saisonniers.

Faucher

Horlogerie genevoise :

# la rage antisyndicale

Comment construire le syndicat lorsque l'on est confronté à un patron de choc qui pour défendre son droit de propriété peut bafouer impunément les libertés démocratiques dont devraient jouir les 600 ouvriers de son usine, avec d'autant plus de facilité qu'il s'agit surtout de femmes et d'immigrées ?

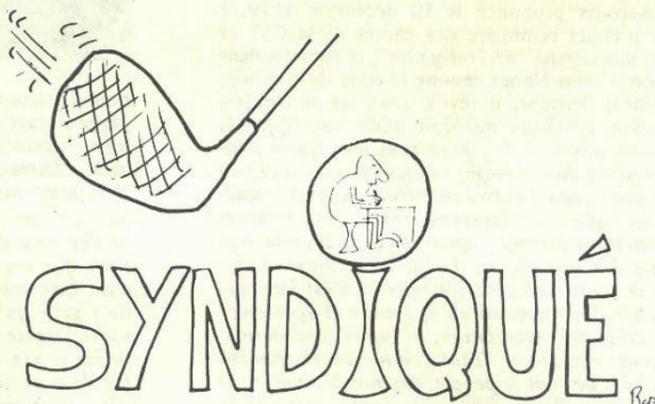
Lorsqu'il recourt à l'intimidation et la répression brutale contre les militants syndicalistes, pour veiller sur ses profits et empêcher que s'expriment les revendications des travailleurs ?

Et que, dans la guerre interne qu'il mène contre la FTMH, tous les coups sont permis : infiltration du syndicat par des mouchards, licenciement sur-le-champ, et tout le lot de menaces individuelles et de flicage par les petits chefs !

Telle est la situation à laquelle est confrontée la FTMH-Horlogerie dans le conflit qui l'oppose à la Maison Gay Frères, produisant des bracelets de montres :

En 1978, deux ouvriers furent licenciés pour avoir voulu négocier avec la direction la création d'une commission du personnel, en présence de leurs syndicats FCOM et FTMH. Le mouvement syndical genevois se solidarisa en organisant un piquet devant l'entreprise qui fut délogé par la police.

Cette année, c'est au tour de sept autres personnes d'être licenciées pour des motifs apparemment futiles, du genre bien connu :



"Vous ne cadrez pas dans mon atelier". En réalité, il s'agit d'une déléguée au comité de section de la FTMH-horlogerie, d'une déléguée femme à l'Assemblée nationale FTMH et de quatre autres syndiqués dénoncés par un jaune qui s'était infiltré dans le syndicat à l'instigation de la direction.

Pour résoudre ce problème, la FTMH et la FCOM veulent agir à plusieurs niveaux : organiser la protestation unitaire du mouvement ouvrier et syndical genevois sous forme d'une manifestation de rue; intervenir au niveau du Grand Conseil par une pétition exigeant le respect de la liberté d'affiliation et d'action syndicale chez Gay; agir

directement sur l'entreprise au travers d'une bulletin syndical unique FCOM/FTMH. Canaux par lesquels pourra s'exprimer une solidarité de classe, seule capable de mettre un terme à cette rage anti-syndicale.

9 avril 1980, Denfert

**MANIFESTATION le jeudi 17 avril 80 devant l'entreprise Gay Frères aux Glacis-de-Rive, Genève**

Pour obtenir des pétitions : écrire au Secrétariat FTMH, rue de Lyon 68, Genève, à renvoyer jusqu'au 16 avril au plus tard ou à remettre lors de la manifestation.

# Acquis et contradictions de la révolution

La campagne de solidarité avec le Nicaragua a fait connaître assez largement la situation économique très difficile dans laquelle se trouve la révolution, ainsi que les possibilités de manoeuvres et de chantage qu'elle offre à l'impérialisme. Deux éléments par contre ont, en général, été abordés moins souvent : le développement, à l'initiative du FSLN, de l'organisation des masses et les problèmes soulevés par son orientation qui — à partir d'une division entre un secteur de la bourgeoisie qui chercherait à "brader la patrie" et un autre qui manifesterait une "bonne volonté révolutionnaire" — tente d'associer ce dernier à la reconstruction du pays. Ces deux points forment l'essentiel des extraits que nous publions ci-dessous. (L'article complet est paru dans *Inprecor/Intercontinental Press*, no 72-73 du 20 mars 1980.)

## LA REFORME AGRAIRE

Aux nationalisations de la première étape, s'ajoutent, depuis l'automne 1979, celles des mines et des assurances. Une société nationale — *Petronic* — est fondée afin d'acquiescer le contrôle des livraisons de pétrole aux mains jusqu'alors de l'*EXXON*. La principale entreprise pharmaceutique, *SOLKA*, vient d'être nationalisée. Pour défendre les revenus des travailleurs, un décret est pris imposant une baisse des loyers de 40 o/o pour ceux se situant entre 500 et 1 000 cordobas et de 50 o/o pour ceux inférieurs à cette limite. Il porte atteinte aux intérêts d'une fraction représentative de la bourgeoisie. Le loyer de la terre, dans la région cotonnière, est abaissé; pour les terres céréalières, il est fixé à 100 cordobas par manzana. Lors du rassemblement organisé par l'Association des travailleurs de la terre (ATC), à Managua le 17 février 1980, les petits paysans et les travailleurs agricoles clamaient : "Nous ne voulons pas que les terres intervenues soient rendues". Jaime Wheelock et Sergio Ramirez leur ont déclaré explicitement que les terres "intervenues" par l'Etat (en dehors du décret numéro 3), parce que les propriétaires sabotent ou ne respectent pas les lois sociales, seraient expropriées (*El Pais* — 19 février 1980).

Dès novembre 1979, des dispositions de contrôle des prix étaient adoptées pour battre en brèche la spéculation. Cette dernière s'emballant, au début de l'année 1980, des Comités d'approvisionnement, organisés conjointement par les CDS, l'ATC et l'INRA, sont mis sur pied. L'ENABAS renforce ses réseaux de distribution directe pour faire échec aux intermédiaires spéculateurs. Un prix maximum est fixé pour tous les biens essentiels de consommation.

Simultanément, la direction du FSLN consolide les organisations de masse et impulse d'importantes mobilisations. L'ATC a tenu son premier congrès les 20 et 21 décembre 1979. Elle compte 60 000 affiliés répartis dans 14 départements. Elle organise les travailleurs agricoles — prolétariés et semi-prolétariés — et les petits paysans. L'objectif que se fixent ses dirigeants : regrouper 200 000 paysans d'ici un an et demi à deux ans. La concentration de 30 000 paysans, en provenance des différentes provinces, le 17 février, prouve la capacité de mobilisation de l'ATC. Elle a commencé à organiser les paysans de la côte atlantique.

A l'occasion de cette première manifestation, furent largement reprises les principales revendications du Plan de lutte de l'ATC, présenté le 7 février 1980. Elles portent aussi bien sur les conditions salariales, de santé des travailleurs des fermes d'Etat et privées, que sur les droits de gestion des ouvriers agricoles des "unités étatiques de production" ou sur des mesures radicales en faveur des petits paysans (suppression de la dette envers les banques, baisse du taux d'intérêt de 14 o/o à 5 o/o, etc.). L'ATC est un instrument privilégié par le FSLN pour s'attaquer au sabotage et à la contrebande dans l'agriculture et pour mener à bien la réforme agraire. C'est dans ce sens que deux des slogans de la manifestation du 17 février ont été : "Seuls les paysans et les ouvriers iront jusqu'au bout, seule leur force organisée permettra la victoire !" et "Sans l'organisation des travailleurs de la terre, nous ne pouvons pas avancer !" (*Barricada* — 18 février 1980). (...)

La réforme agraire est conçue par les dirigeants de l'INRA "non pas comme un projet de développement technico-agricole, mais avant tout comme partie prenante d'un programme politico-social s'inscrivant dans le cadre des lignes de forces générales de la révolution populaire sandiniste" (*Bulletin de l'INRA — Les objectifs de la réforme agraire*). L'accent est mis sur la formation d'unités étatiques de production qui, soit allient production et transformation des produits (projet *Agroinra*), soit sont consacrées uniquement à la production (*Fincas nacionales*). Les "fermes associatives" sont des fermes regroupant des petits paysans. Ils ne possèdent pas la terre, seule la production leur est laissée en usufruit. Les terres ne peuvent être fractionnées. Les "fermes associatives" sont présentées par le FSLN comme une réponse au problème du minifundium.

L'activité de l'INRA s'est intensifiée en direction des petits et moyens paysans pour les organiser en coopératives,

leur assurer des crédits, des engrais, des conditions de vente adéquates des produits (coopératives de vente et d'achats, liées à ENABAS). Wheelock s'adressant aux représentants de 42 coopératives caféières, comptant un millier de paysans pauvres, leur déclarait : "Une époque est définitivement révolue, celle du petit producteur sans moyen technique, sans route, sans possibilité de crédit, devant payer des prix élevés pour acheter les produits de première nécessité et recevant un prix très bas pour la vente de sa production... Nous n'allons pas permettre aux grands producteurs d'entrer dans les coopératives, parce qu'ils n'y ont aucun droit. Ils ne peuvent pas réclamer le droit de l'organisation, eux qui ont désorganisé pendant si longtemps les petits exploitants et les ont pressurés en 'sainte alliance' avec le somozisme".

L'attention portée aux petits paysans est très grande et les liens entre l'ATC et la CST (Centrale sandiniste des travailleurs) sont consolidés. Cette organisation des petits paysans et cette alliance avec les travailleurs apparaissent comme une tâche prioritaire pour la direction du FSLN, non seulement pour empêcher que cette force sociale puisse être utilisée par la contre-révolution, mais aussi pour répondre au problème urgent de la production de biens vivriers et riposter aux sabotages initiés par de grands et moyens propriétaires.

## LA CST : DE LA DEFENSE DE "L'ECONOMIE MIXTE" AU CONTROLE OUVRIER

Durant les derniers mois, la CST s'est considérablement étendue. Selon le secrétaire d'organisation de la Centrale, Denis Melendez, 320 syndicats, dont 148 à Managua y adhèrent. Elle organise environ 100 000 travailleurs (ouvriers, employés, etc.) (*El Trabajador* — 22/12/79). Pour apprécier l'ampleur de la syndicalisation, sur la vague de la victoire de juillet, il faut savoir qu'en 1974, les syndiqués se comptaient au nombre de 10 400 (600 dans l'agriculture, 1 800 dans l'industrie et 8 000 dans la construction): De 1974 à 1976, le mouvement syndical se fortifia et l'on estimait alors à 25 000 le nombre de syndiqués. Une simple addition des membres de l'ATC et de la CST indique le changement radical intervenu dans le degré d'organisation des masses laborieuses.

Dans un discours prononcé le 10 décembre 1979, à l'occasion du premier séminaire des cadres de la CST et reproduit dans son organe "*El Trabajador*", le commandant de la révolution, Carlos Nunez résume le code de conduite du cadre syndical. Partant, il révèle aussi les ambiguïtés d'une orientation syndicale qui doit obéir aux objectifs d'une "économie mixte" : "... faire tous les efforts pour résoudre la question du chômage, en étant disposé à gagner un peu moins pour que les autres chômeurs puissent travailler, être conscient que ce problème ne trouvera une solution que si nous remettons sur pied l'appareil de production avec la participation des travailleurs, des petits et moyens producteurs, des secteurs de l'initiative privée... c'est être sandiniste, convaincre les organisations de gauche et démocratiques de la fonction des organisations de masse dans les nouvelles conditions, considérer l'Etat comme un instrument garant des intérêts de tout le peuple, éduquer les masses, et spécialement les travailleurs, sur la situation dramatique du pays pour qu'ils comprennent pleinement le pourquoi d'une série de mesures qui, parfois, frappent des secteurs relativement aisés pour satisfaire les besoins de ceux qui sont plongés dans la plus profonde misère et obtenir de tous un appui, c'est être sandiniste; défendre le salaire réel, c'est maintenir le pouvoir d'achat de la monnaie, combattre la spéculation, mettre fin à toute tendance inflationniste qui affecterait les plans du gouvernement révolutionnaire, c'est être sandiniste; être prêt aux pires sacrifices, à une politique systématique d'austérité, exiger qu'elle soit le vecteur de la politique de la Junte de gouvernement de reconstruction nationale, même si cela implique la nécessité de consommer des céréales de base et d'éliminer les marchandises de luxe et les dépenses en produits qui n'ont rien à voir avec nos besoins les plus urgents, c'est être sandiniste; soutenir avec enthousiasme les mesures qui ont pour objectif d'employer 80 000 à 90 000 ouvriers dans la construction — même si



pour l'atteindre il en découle que chacun de ces ouvriers gagnera quelques cordobas de moins — et s'engager pleinement à travailler, avec des rythmes accélérés dans les travaux commencés, sans perdre de temps, sans stimuler l'apatie, sans exiger moins d'heures de travail, et au contraire, en étant prêt à donner des heures de travail pour le fonds de chômage et à travailler les fins de semaine gratuitement pour que cet argent puisse s'investir dans d'autres projets, c'est être sandiniste; convaincre notre peuple du caractère du régime qu'il est en train de construire, du modèle d'économie mixte — propriété étatique, propriété privée, propriété mixte — et que, par conséquent, seront expérimentés de tous nouveaux rapports de travail sujets aux lois du pays, c'est être sandiniste; combattre avec énergie les organisations ultra-gauches, celles de gauche qui se trompent et diffusent l'économisme parmi les travailleurs, soutenir les stimulants attribués à l'initiative privée pour qu'elle participe au plan de réactivation de l'économie du pays, sachant que cela se fera pour le bien de la nation, c'est être sandiniste..." (22 décembre 1979).

Cette orientation ne va pas sans poser des difficultés aux cadres de la CST. Tout d'abord, parce qu'une grande attente de redistribution des revenus existe parmi les masses. Ensuite, une telle politique — dans une économie où le système de production se trouve dans une proportion majoritaire aux mains du secteur privé qui, lui, combine le sabotage, l'attentisme avec l'exigence de garanties pour investir — aboutit à vouloir atténuer les aspérités des affrontements de classes et peut, rapidement, rendre plus difficile la mobilisation et l'organisation syndicale des masses. (...)

Mais, contre le sabotage et la fuite des capitaux, la CST et le FSLN ont initié, depuis le début de l'année, une campagne de dénonciation. Ils proposent le contrôle ouvrier comme l'instrument le plus efficace pour mettre fin à ces pratiques : "L'importance du contrôle ouvrier. Le contrôle ouvrier des organisations de classe doit jouer un rôle fondamental dans la vigilance, afin que cesse la décapitalisation dans les entreprises et que ne s'exportent pas de biens, de capitaux, de façon illégale. Il est tout autant, si ce n'est plus, important que les mesures légales prises pour contrôler les pratiques illégales d'entrepreneurs anti-patriotiques."

Les tâches de surveillance permettent de connaître le coût réel des produits, de savoir si on les exporte et comment ils sont exportés.

Lorsque l'on découvre des procédés de ce genre, il faut les dénoncer immédiatement, défendre l'outil de travail, exiger de maintenir les niveaux de production et exiger le contrôle de la comptabilité réelle de cette entreprise.

Si l'on affirme que les travailleurs sont les principaux protagonistes de cette révolution, que comme classe révolutionnaire, ils en sont le principal soutien et acteur, ce n'est pas pour rien. C'est sur le terrain de la pratique concrète, quotidienne et à travers l'exercice du contrôle ouvrier que ce processus est impulsé et assuré, tout en maintenant et en élevant la production dans la perspective indiquée par le Programme d'urgence et de relance économique au service du peuple pour l'année 1980" (Poder Sandinista - 14/2/1980).

Début février, la CST présente un plan de lutte dont les rubriques principales sont : assurance du salaire minimum pour les plus défavorisés, élévation de ce salaire dans une seconde étape, élévation du salaire social, abaissement des salaires les plus "juteux" de certains administrateurs pour respecter les normes égalitaires, révision du Code du Travail, campagne contre le "bureaucratisme" de nombreux cadres de l'appareil d'Etat, création de centres d'approvisionnement dans les lieux de production, construction de cliniques populaires grâce au travail volontaire, appui au plan de relance économique, pour l'unité des travailleurs (centrale unique), contre la droite et l'ultra-gauche (Barricada - 7/2/1980 et 13/2/1980).

(...) Ainsi, en contrepoint des déclarations sur l'économie mixte ou "l'unité nationale", une constante ressort : un effort d'organisation des masses et de contrôle direct des instances clé de l'appareil étatique. (...)

### UNE "LENTE TRANSITION"

La divergence entre une série d'initiatives prises par le FSLN, sur le plan de l'organisation des masses et la mise en place d'un plan économique reposant sur le fonctionnement présumé "harmonieux" des trois secteurs (privé, mixte, étatique) ne peut se prolonger outre mesure. La dynamique réelle des affrontements de classe stimulés par la profonde crise socio-économique, par l'élan donné aux masses à la suite de la victoire de juillet 1979, par le degré d'organisation et de mobilisation des travailleurs et des paysans reconnaissant dans le FSLN leur direction, par les résistances de fractions de la bourgeoisie, par les initiatives de l'impérialisme dans le contexte actuel de crise en Amérique centrale, risque de chambouler plus d'un plan et d'une déclaration, comme par le passé.

Etant donné le legs du somozisme, les destructions perpétrées par la Garde nationale, la saignée provoquée par la guerre civile, les problèmes de remise en marche de la production propres à tous les processus révolutionnaires, trois ans sont certainement nécessaires pour simplement réparer la machine économique. Une "lente transition" associant d'un côté une "économie mixte" (c'est-à-dire capitaliste) et de l'autre, le renforcement des organisations de masse (syndicats, CDS et milices), ainsi qu'un éloignement accru de la bourgeoisie des centres de décisions, peut certes être tracée sur le papier. Elle ne résistera pas aux heurts des forces sociales. Le noeud devra être tranché, comme devra être rompue l'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie (ce qui est différent de la tentative d'intégration de cadres techniques, vu la pénurie de compétence), sous peine que cette dernière ne conforte ses positions et trouve même des "esprits indépendants" dans le FSLN.

Environ trente pour cent de la population active au chômage, un nombre élevé de familles - près de cent mille - vivant au niveau de la ligne de subsistance, une masse de petits paysans attendant des crédits, des engrais, etc., un déficit de la balance alimentaire très lourd, voilà quelques-uns des problèmes auxquels les masses et le FSLN doivent donner une réponse.

Il est clair qu'elle ne se trouve pas, par exemple, dans un accroissement des salaires directs d'une fraction de la population salariée. Comme le souligne le FSLN, dans la phase présente, il s'agit d'accroître le salaire social (éducation, crèche, santé, logement, distribution d'aliments et d'eau, transports à prix réduit, etc.) pour répondre aux besoins des masses et stimuler leur organisation. Mais une telle solution exige un contrôle étroit sur le surproduit social, sur toutes les décisions stratégiques d'investissement. Un effort considérable peut être requis de la part des travailleurs si l'assurance existe que les choix de réinvestissements du surplus peuvent se faire et se font en leur faveur et avec leur participation directe. Ceci conduit inévitablement à un affrontement avec le secteur privé qui possède un pouvoir de décision sur un volume très grand d'investissements et qui ne peut pas obéir à la fois aux impératifs de la rentabilité capitaliste et de la satisfaction des besoins sociaux de la population laborieuse.

Dans la mesure où des crédits sont alloués aux capitalistes et qu'ils n'engagent que marginalement leurs capitaux propres, ils peuvent remettre en marche les entreprises. Mais de là à relancer un processus réel d'accumulation du capital, il y a une distance non négligeable, sans même parler de la nature des choix d'investissements. Un exemple peut servir à illustrer les contradictions que recèle la situation présente. Le FSLN demanda aux travailleurs gagnant plus de 1 500 cordobas par mois de renoncer volontairement à l'allocation de fin d'année pour verser cette somme dans un fonds servant à la création de 15 000 emplois. Le patronat devait rembourser à l'Etat les montants correspondant à ces "dons". A la mi-février, seule une fraction réduite de ces versements volontaires des travailleurs avait été récupérée. Les patrons ne sont pas pressés de les remettre aux caisses de l'Etat ! L'objectif de 15 000 emplois créés pourrait n'être pas atteint.

Autre exemple : un effort considérable est accompli par le FSLN pour lutter contre la spéculation. Toutes les expériences passées montrent que le succès d'un tel combat repose sur le contrôle effectif de l'offre (production), de la distribution et sur la participation des masses, d'autant plus que, même ces objectifs atteints, des tensions se manifesteront à cause du déficit effectif. Or, l'élargissement du contrôle existant actuellement, comme de la mobilisation populaire, ne peut que produire des heurts avec les grands et moyens propriétaires et avec un secteur de la distribution. Ceci s'est déjà vérifié pour le riz, production dans laquelle les grands propriétaires sont forts. Sur le marché oriental de Managua, les CDS s'affrontent aux grossistes et grands commerçants qui se structurent dans la Chambre nationale du Commerce.

Les grèves qui ont éclaté dans l'industrie du sucre (sucrerie de San Antonio), les hôpitaux et dans la construction (4 000 travailleurs des chantiers de Managua) sont un autre révélateur des tensions sociales produites par la situation socio-économique, même s'il est vrai que certaines directions des anciens syndicats les mettent à profit pour défendre leurs intérêts particuliers. A ces occasions, la direction du FSLN explique aux travailleurs, dans un dialogue direct, que l'accent doit être mis sur une amélioration du salaire social favorisant les plus démunis et non pas sur le salaire direct. Elle ne fait point usage de menaces ou de mesures de répression et accorde, devant la pression ouvrière, une partie des revendications.

Face aux résistances de la bourgeoisie industrielle et foncière, comme face aux menaces que laisse planer l'impérialisme, le FSLN déclare que paysans et ouvriers représentent la seule force pouvant conduire jusqu'au bout la révolution.

La création des milices populaires et la fonction qui leur est assignée, le programme de lutte de l'ATC, la campagne d'alphabétisation, la réponse de la CST au COSEP et sa campagne contre le sabotage patronal, les mobilisations organisées à Managua pour dénoncer le chantage économique des Etats-Unis et les agissements de la CIA que révélait, de fait, la séance à huis clos de la Chambre des représentants, sont des indications que le FSLN se prépare à des affrontements.

Mais, simultanément, le FSLN constitue un "bloc populaire démocratique" en réunissant au sein d'une coordination le Parti socialiste nicaraguayen (tendance Luis Sanches), le Parti communiste du Nicaragua et des formations bourgeoises telles que le Parti libéral indépendant, le Parti populaire social-chrétien (partis tout à fait mineurs) et le Mouvement démocratique nicaraguayen (de Robelo). Ce bloc est créé dans la perspective de l'installation du Conseil d'Etat - dans lequel la place des organisations de masse est confirmée -, de la mise en oeuvre du plan économique et de l'établissement d'une constitution (Barricada - 20/2/80).

Les échéances qui se profilent (relance de la culture du café et du coton, remise sur pied de l'appareil industriel, décisions relatives aux conditions de l'aide internationale et de la renégociation de la dette, création du Conseil d'Etat prévue pour le 4 mai, situation au Salvador) vont être déterminantes pour l'avenir de la révolution nicaraguayenne. De nouvelles épreuves de force sont à venir. Si leurs délais ne sont point rigides, elles ne peuvent être repoussées au-delà de certaines limites par des manoeuvres tactiques et un jeu de relance. Elles se feront sur le terrain politique, économique et international, tant il est vrai qu'il est impossible d'associer les capitalistes à la transformation socialiste de l'économie et que l'impérialisme fera tout pour arracher au peuple nicaraguayen la maîtrise de sa destinée. Leur issue dépendra des rapports de forces sociaux, avec leurs reflets au sein même de la direction de la révolution, qui s'établissent dans le cours présent des mobilisations.

L'impérialisme américain multiplie les efforts pour étrangler et frapper la montée révolutionnaire au Salvador et empêcher son extension au Guatemala et au Honduras. Tout succès dans cette direction ne ferait que renforcer le chantage économique (blocus) et les coups de main militaires contre la révolution nicaraguayenne. Le soutien à la révolution en Amérique centrale doit être au centre des préoccupations et activités des révolutionnaires de la IVe Internationale, particulièrement en Amérique latine.

Le 6 mars 1980  
C.A. UDRY

#### LES SIGLES :

ATC : Association des travailleurs de la terre.  
FSLN : Front sandiniste de libération nationale.  
INRA : Institut national de la réforme agraire.  
ENABAS : Office national des produits alimentaires de base.  
CST : Centrale sandiniste des travailleurs.  
CDS : Comités de défense sandinistes.  
COSEP : Conseil supérieur de l'économie privée.

## l'alphabétisation en marche

Depuis le 24 mars, le Nicaragua connaît une campagne d'alphabétisation sans égal dans l'histoire de l'Amérique centrale. 180 000 volontaires vont alphabétiser durant 6 mois environ, près d'un million d'enfants et d'adultes. Préalablement à cette campagne, une enquête effectuée par les Comités de Défense Sandinistes (CDS) a permis de saisir statistiquement l'ampleur de l'analphabétisme. Actuellement, 32,5 o/o des enfants entre 7 et 12 ans n'ont pas la possibilité de suivre une école primaire; 50,2 o/o de la population âgée de plus de 10 ans (environ 850 000 personnes) ne sait ni lire ni écrire. L'analphabétisme est le plus répandu à la campagne, son taux s'élevant dans certaines régions à 90 o/o.

Les buts de cette campagne ne sont pas simplement d'ordre humanitaire, mais, comme le précise le mensuel du FSLN, "Poder Sandinista" : "... l'alphabétisation sera nécessairement et surtout un effort de développement de la conscience. Et certes pas de n'importe quel développement de la conscience, mais il sera lié au travail des différentes organisations de masse; pour la première fois dans notre histoire, des liens fraternels seront étroitement tissés entre la ville et la campagne, afin que les habitants des villes apprennent à connaître, vivre et comprendre la vie des gens de la campagne..." (Poder Sandinista, oct. 1979).

Cette campagne vise quatre grands types d'objectif :

- \* Vaincre l'analphabétisme dans tout le pays, afin de permettre à tous et toutes l'accès à la formation et à la culture, rendant ainsi possible une participation active et indépendante des masses au processus révolutionnaire.

- \* Le développement général d'une conscience politique sur les fondements et les tâches de la révolution sandiniste.

- \* L'impulsion d'une liaison nouvelle entre la ville et la campagne, afin d'approfondir les expériences et la conscience politique communes, pour empêcher que les grandes différences politiques, économiques et culturelles du pays ne sapent l'unité du mouvement de masse sandiniste.

- \* Une stimulation particulière de la population agricole, importante, compte tenu la réforme agraire. Le savoir politique et les connaissances techniques seront des armes décisives dans la confrontation avec les gros propriétaires terriens.

La manière dont cette campagne va être réalisée est aussi peu courante et marquée du sceau de la révolution : "Les brigadistes (...) recevront aussi une leçon vitale : la vie commune avec les paysans, aux mêmes conditions qu'eux; leurs luttes, leur misère, leur recherche de dignité humaine, leurs maladies, leur sous-alimentation et leurs conditions de vie précaires. Il ne s'agit pas de maîtres et d'élèves, il s'agit de camarades révolutionnaires engagés dans une tâche commune, liée aux autres tâches de la révolution". Les volontaires travailleront quotidiennement trois heures par jour au moins avec les paysans et aideront aussi à la construction d'écoles.

Le matériel mis à disposition des volontaires est évidemment tout aussi politique que la campagne elle-même; le livre de lecture comprend 23 leçons qui partent chacune d'une phrase traitant de l'histoire ou de la situation actuelle, par exemple : "Sandino dirige la révolution", "La femme a toujours été exploitée, la révolution rend possible sa libération", "La réforme agraire récupère la production de la terre pour le peuple".

Bref, quel que soit l'angle sous lequel on la considère, cette campagne d'alphabétisation est une campagne politique dont les fruits permettront au peuple travailleur du Nicaragua de poursuivre sa marche vers un Nicaragua libre et socialiste !

Ptr.

### 100 000 francs pour l'alphabétisation !

Une campagne comme celle-là coûterait, si les organisations de masse et les volontaires ne l'appuyaient pas, 200 millions de dollars ! Grâce à la mobilisation populaire, le coût réel a pu être abaissé à 20 millions de dollars.

La coordination nationale des comités Nicaragua de Suisse, qui a déjà contribué avec succès au développement d'une coopérative textile à Esteli, a décidé de récolter 100 000 francs pour soutenir cette campagne d'alphabétisation. Diverses actions de popularisation et d'information seront menées; nous en rendrons compte régulièrement dans nos colonnes.

Pour l'heure, les militants des syndicats, des organisations de femmes, d'étudiants, des groupes d'écoliers et d'apprentis, peuvent déjà réfléchir aux nombreuses possibilités d'actions de solidarité. A Genève, par exemple, une coordination d'écoliers et d'apprentis organise des séances de cinéma, des discussions et des fêtes dans les collèges et les écoles de la ville. En outre elle a lancé une pétition adressée au Grand Conseil, demandant qu'il verse 100 000 francs pour l'alphabétisation. D'autres actions sont envisageables : vente de crayons, collecte de fonds (1 heure de travail pour l'alphabétisation), etc.

**Soutenez la campagne d'alphabétisation !**  
**Prenez contact avec les Comités Nicaragua !**  
**CCP de solidarité : Comité Nicaragua, 80 - 60 518, Zurich.**

# seul le besoin de profits est établi !

Le 12 février, la demande de l'autorisation-cadre pour la centrale nucléaire de Graben était rendue publique. A partir de cette date commence donc le délai de 90 jours pour déposer les oppositions, ce que chacun peut faire. Les 7 000 oppositions contre Kaiseraugst ont un grand poids politique, bien qu'elles n'aient aucune portée juridique. Compte tenu de cette expérience, le comité "Graben - jamais", auquel participent aussi des militants de la LMR, lance une campagne pour récolter le plus grand nombre possible d'oppositions; il faut en rassembler au moins autant qu'à Kaiseraugst<sup>1)</sup>.

En faisant opposition, il ne s'agit pas seulement d'attaquer la preuve du besoin, mais aussi d'exprimer l'ensemble de notre argumentation antinucléaire.

Bien sûr, nous savons que les oppositions, quel qu'en soit le nombre, n'empêcheront pas Graben. Mais il s'agit surtout de répondre à ce nouveau pas du lobby nucléaire et de renforcer le poids des antinucléaires dans l'Oberaargau. Notre arme la plus tranchante sera, à Graben aussi, l'action directe, qui dès le début doit trouver un soutien encore plus large et mieux préparé qu'à Kaiseraugst, car l'Etat ne se laissera pas faire aussi "facilement".

## La farce de la preuve du besoin

Le coeur de la demande d'autorisation-cadre réside dans la "preuve du besoin de la centrale nucléaire de Graben", puisque selon la révision de la loi atomique, les centrales qui ont déjà obtenu une autorisation de site n'ont plus qu'à faire la preuve du besoin de leur production.

Après la parution du rapport de la GEK (Commission pour une conception globale de l'énergie) et durant la campagne autour de la révision de la loi atomique, nous avons toujours dit que ce texte de la GEK constituerait en fait la réelle preuve du besoin. Ce qui fut alors violemment contesté, par les membres du PS aussi, est devenu depuis longtemps évident : que ce soit les rapports des 10 plus grandes entreprises d'électricité ou celui de la preuve du besoin pour la centrale de Graben, tous s'appuient sur le rapport de la GEK, s'y réfèrent et travaillent avec les mêmes pré-supposés et selon la même méthode.

Naturellement, ce n'est pas par hasard que tous les rapports arrivent à la conclusion que seule l'énergie nucléaire pourrait répondre à un futur "manque d'énergie" — construit tout à fait artificiellement.

Et ce n'est pas sans raison que les prétendues mesures d'économie de l'énergie mises en avant, ou simplement envisagées, ces derniers temps n'ont qu'une fonction d'ali-

bi, car prendre des mesures qui conduisent à une diminution de la production ou qui ôtent un élément dans la chaîne des profits (telles que le remplacement des énergies fossiles primaires par l'énergie solaire ou géothermique, que chacun pourrait se procurer gratuitement) contredit trop profondément la logique capitaliste.

## Il n'y a pas que la solution nucléaire !

La présentation des possibilités de rechange à l'énergie nucléaire dans la "preuve du besoin pour la centrale nucléaire de Graben" est faite de manière totalement ridicule :

— "Les possibilités de contribution d'installations non-nucléaires n'entreront pas en ligne de compte avant 1990."

— "L'apport supplémentaire des centrales hydro-électriques sera modéré."

— "Des problèmes écologiques surtout, mais aussi des raisons économiques, s'opposent aux centrales fonctionnant au charbon."

— "La contribution des formes d'énergie renouvelables restera maigre jusqu'en 1990."

Il est clair que les propriétaires de la centrale de Graben veulent vendre leur camelote; ils construisent donc artificiellement un besoin pour cette installation. Rien de moins rassurant de voir que ceux qui jugeront de cette preuve du besoin (le Conseil fédéral et le Parlement) utilisent les mêmes critères que les patrons du nucléaire : ceux du rapport de la GEK !

## Le truc des réserves à disposition

L'un de ces critères est la sécurité d'approvisionnement et la mise à disposition de réserves. Avec de tels arguments nationalistes on essaie de rendre l'énergie nucléaire appétissante pour la classe ouvrière pendant que le capital nucléaire cherche à se renforcer vis-à-vis du capital pétrolier.

"Une réserve mesurée" est décrite précisément dans le rapport de la centrale de Graben : "Selon l'opi-

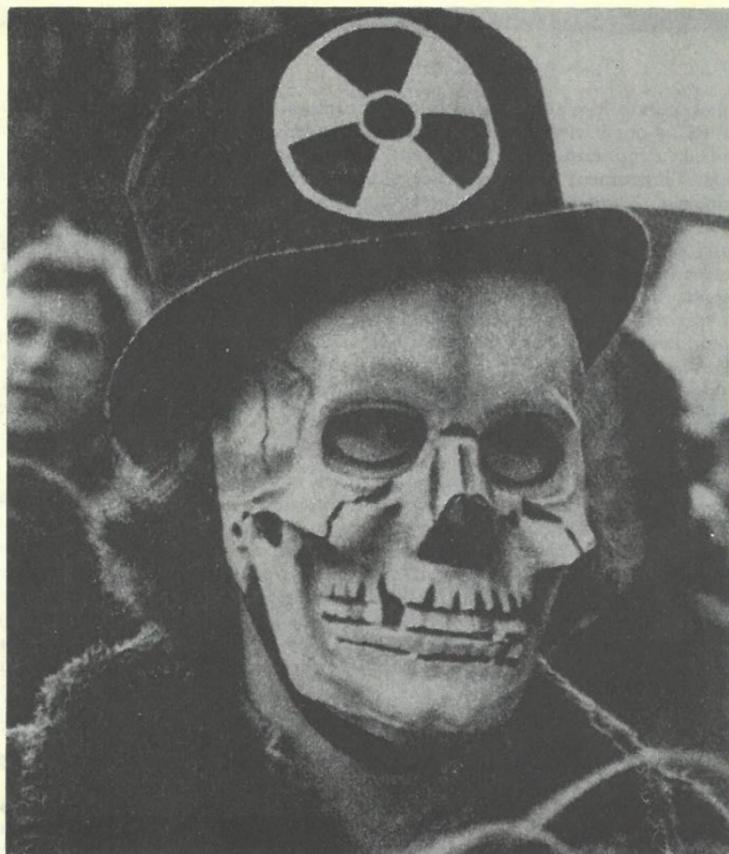
nion de la GEK, il doit être possible d'assurer l'approvisionnement également lorsque l'offre hydro-électrique ne constitue que 94 o/o de la moyenne annuelle (ce qui ne s'est passé que deux fois en 20 ans, E.M.) et lorsqu'en même temps la plus grande centrale nucléaire tombe en panne durant tout l'hiver".

Question à vingt francs : une telle panne serait donc possible avec ces installations pourtant si "sûres" ?

En bon français cette argumentation signifie cependant : dès qu'une centrale fonctionne, une deuxième doit être mise en marche, comme réserve pour le cas où... ! Leibstadt — Kaiseraugst — Graben — Verbois — Inwil — Rütli, la spirale nucléaire doit continuer à s'enrouler. Seule une pression politique énorme d'un mouvement large permettra de briser ce cercle vicieux, comme nous avons pu le faire partiellement à Kaiseraugst.

## Nationalisation de l'énergie !

Les immenses possibilités d'économie, étudiées par plusieurs auteurs différents, sont à peine mentionnées dans le rapport sur la preu-



ve du besoin. Ces possibilités amèneraient aujourd'hui une réduction de la consommation d'énergie sans toucher le niveau de vie. Mais elles gêneraient les intérêts des capitalistes, entraînant une baisse de la vente d'énergie et surtout des profits réduits. Cela signifie concrètement que toutes les solutions qui n'impliquent pas une nationalisation de l'énergie et brisent les mécanismes du profit, sont condamnées à échouer. Des petits pas en direction de ce but ne sont pas à repousser. C'est ainsi que, par exemple, l'ini-

tiative sur les Forces motrices bernoises est un instrument pour montrer ce que permettrait un contrôle ouvrier effectif : une production d'énergie axée sur les besoins de tous implique en particulier la prise en compte des coûts sociaux globaux et cela n'est possible que par une nationalisation et une gestion démocratique. (L'initiative sur les FMB exige la transformation des FMB — société anonyme — en une société de droit public, cf. la brèche no 227 du 15 mars 1980.)

E. M.

## Elections à la coopérative Migros

# la soupe insipide de M-Renouveau

Des élections auront lieu en mai/juin à la coopérative Migros. Une surprise : la participation à ces élections qui, d'ordinaire, sont de pure routine, d'une liste d'opposition sous le nom de M-Renouveau. Son objectif : faire revivre les idéaux de Gottlieb Duttweiler, le fondateur de la Migros. Car, selon les dires d'un membre du comité de M-Renouveau, la création de la Migros était une oeuvre sociale et pas seulement commerciale !

En fait la fondation de la coopérative Migros en 1925 a été un élément moteur pour la transformation complète du secteur de la vente et de la distribution. Le paiement comptant, toutes les marchandises emballées et pesées à l'avance, aucun choix de produits de longue conservation, des magasins ambulants qui constituaient d'ailleurs une lourde charge pour le personnel de vente, telles étaient les premières innovations dans le programme de rationalisation de Duttweiler.

Et la Migros, pour mieux pouvoir briser l'ancienne solidarité qui unissait les consommateurs aux coopératives ouvrières de consommation, lançait, par tracts, de grandes actions sur la nécessité d'économiser, avec le slogan "nous sommes au service des consommateurs". Duttweiler a su le mieux utiliser la contradiction fondamentale du capitalisme qui fait que les producteurs de marchandises sont coupés entièrement du produit de leur travail et ne peuvent s'en approprier que comme acheteur.

## Un trust comme coopérative

Lorsqu'en 1939, sous la pression des associations de petits commerçants et des détaillants, une taxe de compensation pour les gros distributeurs fut introduite, Duttweiler fonda une coopérative pour échapper à cet impôt spécial. Ainsi, par la constitution de plusieurs coopératives Migros, juridiquement indé-

pendantes, le distributeur en gros devenait une association de plusieurs centrales de petits distributeurs.

Le "capital à but social" (!) était né, qui prétendait résoudre les contradictions du capitalisme sans toucher aux structures économiques. Ce capital "à but social" servit en fait surtout à utiliser ces contradictions au mieux pour accumuler du capital. Et aujourd'hui, le trust Migros, avec son chiffre d'affaires de 7,5 milliards, se situe au quatrième rang des grandes entreprises suisses.

## M-Renouveau, prisonnier du système capitaliste

Est-ce que les personnes qui soutiennent M-Renouveau se trompent sur ce qu'a été Duttweiler ou cherchent-elles, pour des raisons tactiques, à lui faire référence pour défendre mieux leur cause ?

Le programme de M-Renouveau contient une série de revendications comme des prix justes pour le Tiers Monde, une meilleure protection de l'environnement, des emballages plus favorables à l'environnement, de meilleurs contrats pour les paysans, la décentralisation au lieu de la centralisation de Migros et finalement aussi des revendications pour l'amélioration des conditions de travail et l'égalité des salaires pour les femmes du personnel.

Ce n'est nullement un hasard si ces revendications viennent à la fin

du programme. C'est la conséquence même de la composition sociale de ce mouvement qui rassemble toutes les catégories sociales des artistes aux chefs d'entreprises, mais qui n'a que peu ou pas du tout de relation avec le mouvement ouvrier.

Les limites de M-Renouveau apparaissent aussi lorsque l'on considère les revendications mises en avant pour les salariés de l'entreprise. Comment peut-on contrôler, par des élections dans les instances de la coopérative, les conditions de travail, les rythmes de travail des employés(e)s ? Pour le faire, il faudrait, dans cette entreprise, que les salariés y soient actifs, ce qui nécessite un syndicat fort. Mais le programme de M-Renouveau n'offre pas le moindre point d'appui pour une activation et un renforcement du syndicat. Il se prononce par contre pour la sauvegarde des capacités concurrentielles de Migros. Il ne remet donc nullement en question le système qui a permis à Migros de devenir un géant, le capitalisme.

La gauche se doit d'intervenir quand même dans cette discussion qui a suscité pas mal de confusion. Il faut montrer d'une part les limites extrêmes de M-Renouveau. Et, d'autre part, il faut saisir la possibilité de mettre en avant dans ce mouvement alternatif des revendications pour l'amélioration des conditions de travail des travailleurs(eurs) de la Migros, comme les 40 heures, la protection de la maternité, un salaire minimum de 2 000.- fr., la suppression des catégories salariales les plus basses et le refus du système de pré-apprentissage à Migros.

P. K.



FRANCE,  
pétition pour l'union dans les luttes

# UNE PERCÉE REMARQUABLE

Plus de 60 000 signatures ont été récoltées en France pour la pétition "pour l'union dans les luttes". C'est là un véritable courant qui se dégage, à la base, dans les entreprises, dans les syndicats CGT et CFDT, dans la fonction publique comme dans le secteur privé. Ce courant de la classe ouvrière, qui s'était déjà manifesté fortement lors du dernier congrès de Brest de la CFDT et dans plusieurs congrès CGT, affirme la nécessité de l'unité pour préparer et construire une lutte d'ensemble contre la politique anti-ouvrière du gouvernement Barre/Giscard. Il s'oppose à la politique de division menée systématiquement par les directions des organisations ouvrières qui renoncent ouvertement à donner aux travailleurs une perspective politique. La prétendue unité d'hier, représentée par l'Union de la Gauche qui subordonnait les luttes ouvrières aux échéances électorales et la réelle division d'aujourd'hui s'avèrent l'une et l'autre deux façons de rendre impossible la réalisation d'une unité combattive des travailleurs, de la dévoyer puis de la casser.

## Une politique de division entretenue par les appareils

La chronique de la division de la gauche en France s'enrichit tous les jours d'un nouvel épisode. Tout est bon pour l'alimenter : le passé de Marchais, la montée de Rocard dans les sondages comme candidat du parti socialiste, le désistement PC-PS aux prochaines élections présidentielles, la composition d'un gouvernement de gauche dans l'hypothèse d'une victoire électorale, l'accusation scandaleuse du PCF contre la direction actuelle de la CFDT "d'avoir pacifié l'Algérie au lance-flammes".

La promotion de Rocard au rôle de prétendant est un facteur nouveau de division du mouvement ouvrier. Avec Rocard, l'idée que le PC et le PS doivent agir et gouverner ensemble est définitivement abandonnée. Le député des Yvelines est le pendant social-démocrate du sectarisme stalinien du PCF. Il assume et revendique la rupture de l'Union de la gauche. Il cherche ouvertement une alliance avec le patronat moderniste français; ses déclarations sur la nécessité pour les organisations ouvrières françaises de pendre leurs responsabilités dans la gestion de la crise arrangent bien le PCF qui y voit la preuve définitive que le PS a viré à droite et qu'il fait le jeu de Giscard. Voilà qui permet aussi de mieux justifier l'isolement sectaire du PC. La direction du PS répond qu'elle proposera au PCF un nouveau contrat de gouvernement si la gauche est majoritaire aux présidentielles; mais si, comme en 1936 au moment du Front populaire, ce dernier refusait une participation gouvernementale, le PS prendrait ses responsabilités, même sans ministres communistes en comptant sur son soutien parlementaire.

La querelle PC-PS a aussi rebondi au niveau syndical : la CGT est entraînée dans la même logique que le PC qui traite la CFDT comme une organisation de droite, alliée à Giscard. Le recentrage de la CFDT sous la houlette d'Edmond Maire, qui tient des discours et adopte une ligne de conduite dans le sillage tracé par Rocard, donne un terrain favorable à la polémique entre les centrales syndicales pour savoir qui de l'une ou l'autre faisait le jeu de l'adversaire, entrainé dans le jeu du consensus. Dernière conséquence catastrophique, la décision des deux centrales syndicales, leur refus d'organiser ensemble le premier Mai !

Cette foire d'empoigne générale, pardessus la tête des travailleurs, permet à Giscard et à son régime de se perpétuer. Cette division permet au PC et au PS de se dérober de leur responsabilité commune, celle de chasser Giscard et Barre pour appliquer, au gouvernement, une politique favorable aux travailleurs et à leurs revendications. Elle conduit les centrales syndicales à mener des luttes, entreprise par entreprise, secteur par secteur, catégorie par catégorie — ce qui amène à des défaites, voire à la démolition — alors qu'un mouvement de toute la classe ouvrière est nécessaire pour en finir avec la politique d'austérité imposée par Barre, alors que c'est la voie de la grève générale qui peut permettre de faire front aux attaques au pouvoir d'achat, à la sécurité sociale, aux immigrés lancées par un régime pourrissant.

## L'utilité de la pétition

La pétition est signée massivement dans les entreprises. Elle trouve un large écho dans les sections syndicales, jusqu'au sommet même de l'appareil de la CGT — des membres importants du bureau confédéral l'ont signée — et de la CFDT. Les signataires multiplient les initiatives (conférences de presse, assemblées-débat), des comités d'unité à la base se créent. Certains se réunissent par ville ou par région, envoient des délégations aux directions



des partis ouvriers et des syndicats qui jusqu'ici, profitant du silence de la presse, évitent de répondre et espèrent pouvoir maintenir leur tactique actuelle. La grève des instituteurs qui vient d'avoir lieu est significative de la détermination des travailleurs, de leur volonté de lutte. Malgré l'absence de mot d'ordre national des directions syndicales, les instituteurs se sont auto-organisés et ont rejoint dans leur majorité le mouvement de grève. Cette expérience comme celle des sidérurgistes lorrains au printemps de l'année dernière montre la nécessité d'une riposte d'ensemble au gouvernement Barre qui passe par la grève générale. C'est la raison pour laquelle la LCR, section française de la IVème Internationale, qui a salué la pétition comme une initiative positive et qui l'a fait signer dans les entreprises, précise l'appel en y ajoutant cette perspective de centralisation des luttes.

L'objectif, atteindre les 100 000 signatures, est décisif : c'est se donner un moyen, le plus sûr possible, pour créer un rapport de forces qui oblige les directions ouvrières à se confronter publiquement à la volonté unitaire de la majorité des travailleurs. La récolte de signatures s'accompagne de la mise en place, partout, de réunions de signatures, de création de collectifs pour l'unité, regroupant tous les militants qui veulent combattre la division, quelle que soit leur opinion sur les moyens et les objectifs immédiats, dans lesquels les militants du PC et du PS toujours favorables à l'Union de la gauche mais soucieux de l'unité ont toute leur place. Ces comités doivent impulser la lutte unitaire dans les entreprises et stimuler la mobilisation ouvrière.

Imposer un Premier Mai unitaire aux organisations ouvrières est aussi un objectif national de ce courant. Pour la LCR, ces comités, véritables ciments de l'unité, favorisent l'auto-organisation des travailleurs. C'est le débat démocratique en leur

sein qui doit préciser leurs perspectives d'action; les partis politiques doivent dans l'action respecter les décisions ainsi prises et contribuer à élargir l'auto-organisation des salariés. Au nom de l'unité ouvrière, il ne peut y avoir aucun préalable idéologique ni politique, aucune exclusive. Le seul préalable dans ces comités, c'est la volonté d'agir en commun, sans renoncer pour autant ni à ses idées ni à son parti. Et pour donner à la classe ouvrière française les garanties maximales que ce qui s'est passé avant et après mars 78 ne se reproduira plus, nos camarades de la LCR stimulent au maximum dans ce large mouvement unitaire la mobilisation des travailleurs et leur auto-organisation d'une part, et de l'autre ils construisent un parti révolutionnaire capable d'impulser cette unité sur des perspectives correspondant aux intérêts des travailleurs, un parti capable de devenir un instrument réel pour tous les militants des partis ouvriers, pour les travailleurs qui ont commencé à tirer dans la pratique et de manière consciente un bilan de la politique de leurs directions qui ont contribué à maintenir en selle le régime Giscard/Barre.

Vincent

## Ex-ORTF : bientôt 600 signatures à Paris

Vendredi 21 mars, 12 heures, deuxième campagne de signatures pour le collectif "Union dans les luttes" de l'ex-ORTF aux Buttes-Chaumont (Paris XIXe). A la sortie de la cantine, une table, rehaussée d'affiches de couleurs vives, et dont un gros titre attire l'attention, inévitablement : "Rejoignez les quatre cents signatures du groupe ORTF pour l'union dans les luttes. Signez, faites signer".

Dès les premières minutes, la table est investie par ceux qui veulent signer, puis le palier, où s'engagent d'une façon informelle mais avec une grande animation des discussions. L'attrait provoqué par cette initiative soutenue par des militants de différents horizons — tant PS que LCR et CGT comme CFDT —; ils sont présents, côte à côte pour dire "assez" à la division, pour dire "battons-nous pour l'union, oui à la grève générale".

Cette campagne, en fait a été ici amorcée lors de la grève de la SFP, en février-mars 1979, intitulée alors "convergences des luttes" par les grévistes. (Souvenez-vous Longwy, Manufrance, Denain, etc.) Les traces de la lutte restent indélébiles. L'union, on sait ce que cela veut dire à la SFP, on sait ce que cela coûte lorsqu'elle est rompue.

De minute en minute, l'enthousiasme pour l'initiative se confirme. "Indispensable" pour certains. "La lueur d'espoir" pour d'autres. Ou encore : "La condition première, c'est nous qui la réaliserons : l'union se fera à la base et par la base".

Ouvriers et administratifs se suivent pendant une heure et demie; avec pour tous la même envie de faire quelque chose, d'en parler, de s'exprimer. Comme si plus personne ne pouvait plus accepter cette situation d'étouffement, face à la division.

Ce jour-là, cent quarante travailleurs et travailleuses signeront. On approchera ainsi bientôt des six cents dans le groupe ex-ORTF. A suivre...

## Etats-Unis: la lutte pour l'égalité des droits

Dans le dernier numéro de la brèche, nous avons publié la première partie d'un entretien avec un camarade du Parti Socialiste des Travailleurs (Socialist Workers Party) des Etats-Unis, présentant les circonstances et le développement de la lutte pour l'égalité des droits. Dans cette deuxième partie, la camarade précise les rôles respectifs du mouvement syndical, du mouvement des femmes et du parti révolutionnaire.

### La place des femmes est dans le syndicat

"La radicalisation des femmes des syndicats et le regroupement des femmes au sein des syndicats surtout l'année passée constituent une nouvelle manifestation du mouvement des femmes. Des commissions femmes ont proliféré dans le syndicat de la sidérurgie par exemple et la commission femmes de l'UAW (Syndicat des travailleurs de l'automobile), qui fait partie du syndicat depuis 1962, est devenue plus active : toute une série de conférences nationales femmes de différents syndicats se sont tenues, notamment celle des femmes mineurs, celle des femmes de l'acier, des communications, des postes.

Toutes ces conférences ont été l'occasion de discussions animées sur différents sujets avec pour objectif d'obliger les syndicats à mettre leur prestige et leur pouvoir au service de la cause des femmes, sur les lieux de travail et à l'extérieur.

Des commissions femmes sont apparues partout et, en particulier, dans les syndicats de l'industrie. A part l'UAW où les commissions femmes sont reconnues depuis 1962, les femmes sont obligées de se battre pour faire reconnaître leurs commissions. Nous sommes absolument pour que les commissions femmes soient officiellement reconnues par le syndicat. La puissance et les ressources du syndicat pourront ainsi être mises au service de la lutte des femmes pour leurs droits et leurs exigences propres, que ce soit sur le lieu de travail ou à l'extérieur de celui-ci.

Dans leur bataille pour faire reconnaître les commissions féminines par le syndicat, les femmes, en effet, habituent les syndicats à considérer que défendre les droits des femmes, c'est défendre leurs propres intérêts. C'est un moyen d'élever la conscience de classe du mouvement ouvrier. Par ce biais aussi, les femmes gagnent l'estime de leurs collègues masculins. On commence à les prendre au sérieux, à les considérer comme des individus politiques à part entière. En faisant en sorte que le syndicat réponde mieux aux besoins de ses membres et soit plus combatif, elles le transforment dans l'intérêt de tous les travailleurs.

C'est un fait que ceux qui cherchent à faire des syndicats de véritables instruments de lutte sont aussi ceux qui se félicitent de la combativité et du militantisme des femmes et se battent pour que le syndicat reprenne en charge leur lutte.

### Mais un mouvement indépendant de femmes reste nécessaire

"Ainsi, l'activité des femmes travailleuses a-t-elle ouvert une nouvelle phase de développement du mouvement des femmes.

Ceci ne remplace pas et ne remet pas en cause le besoin d'une organisation de femmes indépendante telle que NOW (la plus importante organisation féministe aux USA). Les femmes dans les syndicats ont besoin d'une organisation comme NOW qui soit à l'avant-garde des luttes pour défendre leurs droits et leurs exigences, pour aider et accélérer la reprise en charge par les syndicats, des luttes de femmes. Nous savons que de nombreuses femmes syndicalistes considèrent NOW comme l'organisation-clé qui se bat pour leurs droits; et elle l'est en effet. De plus en plus, elles adhèrent à NOW et nous espérons bien que cette tendance va s'accroître.

Par ailleurs, toutes les femmes ne sont pas syndiquées, toutes ne sont pas travailleuses ni membres de la classe ouvrière. Cela suffit à justifier l'organisation NOW. Il faut un mouvement de femmes capable d'attirer à lui toutes les femmes, qu'elles soient membres des classes moyennes ou de la classe ouvrière. Mais le mouvement des femmes susceptible de faire avancer les choses et de remporter des victoires pour les femmes est celui qui aura gagné le plus d'ouvrières dans ses rangs et qui répondra de la manière la plus conséquente à leurs besoins.

### Le SWP et la lutte pour l'égalité des droits

"Pour nous donc, toute manifestation de lutte du sexe opprimé contre son oppression doit être prise en considération de manière sérieuse et analysée comme l'expression de la lutte des classes. (...)

Celle-ci est fondamentale, car de nombreuses revendications portées par les femmes ne peuvent être satisfaites dans le cadre de la société de classes. (...)

C'est dans de telles campagnes politiques que la conscience des femmes et des hommes sur la question de l'égalité a progressé et c'est par ce biais que les préjugés sexistes sont battus en brèche... Bien sûr, ils ne peuvent être complètement éliminés, ni les femmes libérées tant que subsiste une société de classes... Mais j'insiste sur le fait que jamais nous n'avons cherché à combattre le chauvinisme mâle en prenant pour cible des hommes individuellement; jamais par exemple, nous ne nous sommes attaquées à des hommes en particulier avec l'idée que nous les ferions ainsi changer d'attitude. Pour nous, une telle démarche est défaitiste. Nous pensons que c'est en organisant des campagnes politiques permettant de remporter des victoires, que nous avons contribué à changer l'image de la femme, y compris auprès des femmes elles-mêmes. C'est ainsi qu'elle a changé : c'est ainsi qu'elle changera. Telle est notre démarche dans le mouvement des femmes."

# LES NATIONALITÉS FONT TRÉBUCHER SUAREZ

Les résultats du référendum en Andalousie, ceux des élections aux parlements basque et catalan constituent des échecs retentissants pour le gouvernement Suarez et le parti gouvernemental UCD (Union du centre démocratique). La question nationale s'avère être aujourd'hui une des questions les plus critiques de la situation politique en Espagne. Une question d'autant plus explosive que la bourgeoisie espagnole doit faire face au maintien d'une forte combativité ouvrière, malgré la marge de manœuvre accrue que lui a donnée sa victoire électorale de mars 1979 et les capitulations des partis ouvriers réformistes.

## Les défaites de la bourgeoisie centralisatrice

En Andalousie la défaite de l'UCD au référendum, concrétisée par une majorité de "oui" pour un statut d'autonomie, a montré clairement l'enjeu du scrutin : l'opposition entre les aspirations nationales et sociales des paysans et ouvriers andalous et la politique centralisatrice du gouvernement. Cette région détient en effet le record du chômage en Espagne (30 o/o du chômage total) et celui du plus faible revenu par habitant. En Euzkadi, l'UCD perd la moitié de son électorat (9 o/o) alors que les trois forces qui se revendiquent du nationalisme basque ont enlevé 70 o/o des sièges. En Catalogne, le parti de Suarez est relégué au quatrième rang en n'obtenant que 10 o/o des suffrages. Dans cette région, comme au Pays basque, le parti gouvernemental perd son électorat au profit des partis de la bourgeoisie nationale.

Ainsi dans deux des trois grands centres industriels de l'Etat espagnol, le gouvernement Suarez ne peut compter que sur un appui très minoritaire. Ces défaites, qui sont de véritables camouflés pour l'UCD, sont le prix payé aux contradictions de sa politique sur les nationalités. Compte tenu de l'aspect clé de la question nationale dans une Espagne qui n'est pas un Etat national constitué "naturellement", mais, à l'image de l'ancienne Russie tsariste, un Etat prison pour les peuples des diverses nationalités, ces reculs spectaculaires sont un sérieux handicap pour la construction d'un ordre étatique espagnol fonctionnant sur le modèle de la démocratie bourgeoise. Ils mettent en cause la place du parti gouvernemental comme artisan principal de l'Espagne post-franquiste. Ce sont essentiellement les faiblesses du mouvement ouvrier organisé qui expliquent pourquoi l'UCD peut continuer à gouverner après ces échecs cinglants.

## La poussée nationaliste et les organisations ouvrières

Le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) comme le PCE (Parti communiste) sont eux aussi fondamentalement marqués par le centralisme et le nationalisme espagnol. Même si la gauche a obtenu en Andalousie une victoire morale, il ne faut pas oublier que c'est une Constitution adoptée avec les voix du PSOE et du PCE qui empêche la mise en route d'un statut d'autonomie pour cette région. En Euzkadi comme en Catalogne, les partis ouvriers social-démocrate et euro-communiste récoltent les fruits de leur abandon de la revendication du droit à l'autodétermination pour les nationalités opprimées et de celle du fédéralisme socialiste. Leur recul est à la fois la sanction de leur politique de collaboration avec l'UCD et à la fois le résultat de leurs campagnes axées contre le mouvement nationaliste. Le PCE par exem-

ple, en Euzkadi, dans une région fortement industrialisée, a perdu toute crédibilité. Il n'obtient que 4 o/o des voix. Résultat guère étonnant, si l'on sait que Santiago Carrillo lors d'un meeting à Bilbao allait jusqu'à comparer la coalition Herri Batasuna, liée à l'ETA militaire, à un "parti nazi allemand" ! En Catalogne, le PSOE perd près de 10 o/o de ses suffrages; quant au PSUC (le PC en Catalogne), il maintient ses positions. Le recul du PSOE fait perdre la majorité aux partis ouvriers réformistes. Avec une politique qui se présentait comme la meilleure garante des intérêts de la bourgeoisie et cherchait systématiquement un accord avec les partis de la bourgeoisie nationale, le PSOE et le PSUC ont contribué directement à la démobilité et au désarroi dans des secteurs importants de la classe ouvrière, renforçant par là le poids des forces bourgeoises. La majorité qui dominera le prochain gouvernement catalan sera marquée dans tous les cas par une orientation anti-ouvrière et opposée aux aspirations du peuple catalan.

En Euzkadi comme en Catalogne ce sont surtout les forces nationalistes bourgeoises et les courants nationalistes radicaux qui ont été les principaux bénéficiaires du rejet massif de la politique gouvernementale. Au Pays basque on assiste à un processus de maturation de la conscience nationale et sociale. Le Parti nationaliste basque (PNV), qui exprime les intérêts de la bourgeoisie nationaliste basque et qui avait accepté le statut d'autonomie, a fait campagne autour d'un programme de stabilisation de la situation politique et de rationalisation économique : il a obtenu 37 o/o des suffrages. Herri Batasuna a connu un succès important (16,5 o/o) et Euzkadi Ezkerra, proche de l'ETA politico-militaire, plus modérée, vient en troisième position avec 6 sièges. En Catalogne, c'est le parti bourgeois Convergence et Union, dirigé par le banquier Jordi Pujol, qui arrive en tête avec 28 o/o des voix, et cela même dans les quartiers ouvriers de Barcelone. Il dépasse le PSOE qui était le parti le plus fort dans cette région. L'autre formation nationaliste bourgeoise Esquerra Republicana progresse également, elle obtient 10 o/o des suffrages.

Pour le mouvement ouvrier, les derniers développements, même s'ils marquent en positif un affaiblissement du parti de Suarez, et par là de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat espagnol, expriment donc un grave recul des votes ouvriers dans des régions marquées par l'absence de toute solution réelle à la question nationale. Nos camarades de la LCR espagnole, section de la IVe Internationale, soulignent la nécessité pour les organisations ouvrières — afin d'intégrer dans leur combat les aspirations nationales et sociales de la population basque, catalane ou andalouse — d'abandonner leur point de vue chauvin sur la défense de "l'unité de l'Espagne". Pour combattre le nationalisme

bourgeois, il s'agit d'y opposer une politique qui permette de lier la lutte pour les droits nationaux à la lutte de la classe ouvrière contre la crise capitaliste. C'est cette perspective socialiste qu'ont défendue nos camarades dans les différentes élections, afin de faire échec à la politique de Suarez et aux attaques sur tous les fronts de la bourgeoisie espagnole.

Vincent



## Union soviétique

### Liberté pour Vladimir Borissov et ses camarades !

Le fondateur de l'Union interprofessionnelle libre des travailleurs (SMOT), Vladimir Borissov, ouvrier électricien au chômage, a été arrêté le 27 mars à Léningrad, et interné aussitôt dans un "hôpital" psychiatrique spécial.

Son cas s'ajoute à celui d'autres militants de ce syndicat, en particulier Mark Morozov, arrêté le même jour, alors qu'il purgeait déjà une peine d'exil pour son appartenance au SMOT, Iouri Grimm, arrêté le 23 janvier, Nikolai Nikitine, condamné le 23 octobre 1979 à un an et demi de camp, Lev Vo-

khonsky, condamné le 12 juin 1979 à deux ans de camp, Vladimir Skvirsky, condamné le 16 mai 1975 à 5 ans d'exil intérieur.

La solidarité internationale a déjà permis une première fois de sortir Borissov des geôles de la bureaucratie, en été 1979. Borissov lui-même en soulignait l'importance : "Travailleurs du monde entier ! (...) Apportez une aide agissante au mouvement syndical indépendant en URSS ! Obtenez la libération de tous les activistes du mouvement ouvrier de ma patrie, actuellement arrêtés" (Lettre à G. Meany, prési-

dent de la centrale syndicale américaine AFL-CIO).

Cet appel ne doit pas rester sans écho : l'ensemble des organisations ouvrières a reçu une lettre du Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est (CSSOPE), leur demandant de faire parvenir le plus rapidement possible des lettres et des télégrammes, réclamant le respect des libertés syndicales en URSS et la libération de Borissov et ses camarades. La LMR a, pour sa part, immédiatement réagi par un télégramme de protestation.

Liberté pour Borissov et ses camarades !

La solidarité internationale, syndicale et politique, est nécessaire !

Envoyez vos lettres et télégrammes à :

Hôpital psychiatrique spécial no 3 Imeni skorovo Stepanova Firmoskoe chosse 36, section 8 Leningrad (URSS).

## IRAN

### AUX COTÉS

### DE LA REVOLUTION IRANIENNE

La Suisse représentera les intérêts américains en Iran. La diplomatie helvétique, sous la direction du Conseiller fédéral socialiste Aubert, va ainsi servir de porte-parole et d'intermédiaire pour les manoeuvres d'intimidation et pour les tentatives d'isolement contre la révolution iranienne, faites par la Maison Blanche. Les villas luxueuses du chah à St-Moritz, les capitaux des dignitaires de l'ancien régime, extorqués par le sang et la terreur au peuple iranien et qui ont trouvé refuge dans les banques suisses, le montrent bien : la Suisse des banques et des affaires, celle que représente le Conseil fédéral est totalement solidaire et complice de l'impérialisme américain et de ses valets.

D'ailleurs le régime du chah était considéré comme un "modèle" par la bourgeoisie suisse. Ainsi, P. Bettschart, ambassadeur de la Division du Commerce déclarait en septembre 77 à propos de l'Iran : "Les dirigeants politiques se distinguent par leur dynamisme et leur compétence économique". Et lorsque Furgler, dans le débat au Conseil National sur la restitution des biens et des capitaux du chah et des hauts dignitaires du régime déchu, donnait, comme argumentation pour refuser ces mesures, qu'il en allait de la "crédibilité de la Suisse", il défendait la Suisse comme terre d'asile pour les capitaux de tous les dictateurs, de tous les régimes corrompus, qui prospèrent à l'abri des coffres suisses. La neutralité suisse, c'est la défense de ses coffres mais aussi une position qui permet de défendre dans certaines occasions les intérêts "collectifs" de l'impérialisme : ce n'est nullement un hasard si la diplomatie helvétique représente à Cuba et à Téhéran les capitalistes américains ! Et pour faire passer cette politique, la bourgeoisie suisse dispose de "représentants" du mouvement ouvrier : de Graber à Aubert, des socialistes politiquement "vendus" cautionnent sa politique.

L'administration de Washington prend prétexte de la question des

otages pour chercher à intervenir dans la révolution iranienne. Elle le justifie au nom de la défense des soi-disants "intérêts vitaux" des Etats-Unis, c'est-à-dire au nom du droit que s'arrogue lui-même l'impérialisme d'exploiter comme il l'entend les régions pétrolifères. Carter, ainsi que les gouvernements anglais et français ont pour ce faire considérablement renforcé leur aide au régime militaire baasiste d'Irak pour en faire une tête de pont contre la révolution iranienne. Mais l'impérialisme dans la région est un peu comme un éléphant dans un magasin de porcelaine ! Aussi bien le régime égyptien de Sadate que le régime féodal d'Arabie séoudite, que celui d'Assad en Syrie ne sont solides. Ils menacent plutôt de s'écrouler face à la vague de mobilisation anti-impérialiste déclenchée par la révolution iranienne.

### L'iman Khomeiny, un jusqu'au-boutiste ?

La presse dite d'information se déchaîne contre les étudiants islamiques et le fanatisme des masses iraniennes. Khomeiny et le Conseil de la Révolution sont voués aux gémonies, alors que l'on présente le nouveau président de la république Bani Sadr comme un conciliateur et un interlocuteur valable. En fait la décision de ne pas transférer

les otages sous la responsabilité du Conseil de la Révolution et du futur parlement n'est pas le résultat de la volonté d'un vieillard particulièrement entêté. Elle est le fruit de la profonde mobilisation anti-impérialiste des masses en Iran qui entendent faire plier le géant américain qui a directement participé aux exactions commises par le chah contre le peuple iranien. La hiérarchie islamique cherche à endiguer cette mobilisation pour ressouder les rangs derrière Khomeiny et les institutions de la république islamique. Le Conseil de la Révolution et Bani Sadr multiplient d'ailleurs les appels au rétablissement de l'ordre, condamnant les grèves et les multiples centres de pouvoir, dénonçant les groupes de gauche et les mouvements qui représentent les aspirations des minorités nationales. La décision de ne pas transférer les otages et de continuer ainsi à défier l'administration Carter doit permettre de resouder une unité nationale fortement entamée. Elle est une fuite en avant de la hiérarchie chiite qui cherche à gagner du temps pour créer les conditions nécessaires à la construction d'un appareil d'Etat efficace et une armée capable d'intervenir. Elle indique que la direction Khomeiny n'a pas, pour l'instant, les moyens d'une confrontation frontale avec les masses.

### Solidarité totale avec la révolution iranienne contre Carter

Face aux menaces d'intervention militaire et à la volonté de l'impérialisme d'instaurer un blocus de l'Iran, les organisations du mouvement ouvrier doivent affirmer qu'elles n'ont aucun intérêt commun avec les fauteurs de guerre qui sont prêts à utiliser la force pour défendre leurs profits pétroliers. Nous sommes entièrement du côté des masses iraniennes en lutte contre l'impérialisme.

Vincent

# Télévision :

# TROTSKY VU PAR H. GUILLEMIN

Henri Guillemin a fait en début d'année à la TV romande les portraits de Lénine, Staline et Trotsky. Faire le tour de chacun de ces personnages en 1 heure représente une grande difficulté, leurs vies s'insérant dans une période historique riche d'événements qui méritent souvent eux-mêmes de longs développements, tant ils sont souvent ignorés du grand public. Il est alors presque fatal en abordant ces personnalités de favoriser dans l'explication de leur itinéraire politique les aspects personnels, les traits de caractère réels, supposés ou simplement fabriqués pour en donner une vision cohérente. Cette personnalisation de l'histoire est le plus grand reproche que l'on puisse faire aux exposés de Guillemin, et si cette méthode a pu lui permettre d'écrire des oeuvres de valeur incontestable sur d'autres sujets, elle perd sa justification lorsque l'on aborde des périodes de l'histoire telles que les révolutions, où la scène politique est dominée par des rapports aux traits de caractère des principaux protagonistes.

Nous avons la plus grande sympathie pour Guillemin. Ses oeuvres prennent en général le point de vue et la défense des classes opprimées face aux "gens de biens" et aux exploités de tout poil. Lorsqu'il parle de la Révolution Française, de la Commune, de Jaurès ou de la guerre d'Espagne, il se place dans le camp "rouge". Croyant, avouant ne pas comprendre le marxisme, il passe pour "catholique de gauche", si ce n'est d'extrême-gauche.

Sa vision de Lénine, Staline et Trotsky est dominée en premier lieu par une sympathie évidente pour la révolution et le socialisme, et ensuite par l'identification des 3 dirigeants à une ligne commune, avec un fondement totalitariste les réunissant. Cela a pour conséquence de déformer négativement Lénine et Trotsky, et d'être étonnamment gentil et compréhensif vis-à-vis de Staline. Dans ce cadre, l'opposition TROTSKY-STALINE apparaît comme la conséquence d'oppositions de caractères sur la base d'options politiques centrales communes. Et de même à chaque période importante de l'histoire de la révolution ou de la lutte politique (scission de 1903 - révolutions de 1905 et 1917 - lutte de l'opposition antistalinienne), l'interprétation personnaliste paraît déterminante, et les fondements politiques et sociaux sont rejetés au second plan ou sont ignorés. Nous voulons ci-après prendre quelques exemples que nous limiterons à l'exposé consacré à Léon Trotsky.

## La scission de 1903

Henri Guillemin dit : "... Trotsky a lu le livre de Lénine "Que faire" et il est parfaitement d'accord... brusquement une rupture va s'établir entre Trotsky et Lénine... Trotsky veut bien donner des ordres, mais pas en recevoir..."

La personnalisation de l'histoire faite par Guillemin l'amène à surestimer le rôle de Trotsky en 1903 et faire d'une scission (inattendue pour tous les participants au congrès), déterminée par la nature de l'organisation politique à construire en Russie, le résultat de heurts entre personnages ambitieux. Lénine et Trotsky n'étaient bien sûr pas exempts de défauts, mais aucun témoignage sérieux ne peut les accrédi- ter d'une ambition personnelle telle qu'ils "veulent donner des ordres, mais pas en recevoir". Notons qu'en plus, à l'époque considérée, Trotsky ne joue pas encore un rôle de premier plan et que sa rupture avec Lénine et sa place du côté de la minorité est justement due, selon ses dires, "au respect et à l'affection" qu'il porte aux dirigeants "historiques" Martov, Axelrod et Zassoulitch. Il dédie d'ailleurs "à mon cher maître P.B. Axelrod" son livre de 1904, "Nos tâches politiques", consacré aux problèmes nés de la scission du P.O.S.D.R.



Trotsky prenant la parole lors des funérailles de Yoffé en novembre 1927. Ce sera sa dernière apparition publique en URSS.

## Trotsky bolchévique

Dans la même optique, Guillemin explique qu'en été 1917 "... Trotsky s'est rallié pour de bon à Lénine, cette fois c'est fait, Lénine l'a fait entrer au comité central du parti bolchévique, c'est un bolchévique...". L'Histoire est de nouveau simplifiée et personnalisée, et fait silence sur l'essentiel : les fondements politiques qui réunissent alors les deux futurs dirigeants de la révolution, Lénine par ses "thèses d'avril" reconnaissant implicitement la théorie de la révolution permanente en proposant comme but immédiat la révolution socialiste au parti bolchévique, alors que Trotsky reconnaît la justesse des conceptions organisationnelles de Lénine. Cela se concrétise par la fusion avec le groupe des "inter-rayons" dirigé par Trotsky, fort de nombreux cadres de valeur qui joueront un grand rôle pendant la Révolution d'Octobre.

## Trotsky arriviste

Guillemin fait ressortir comme traits personnels de Trotsky en particulier l'arrivisme ("il veut être le premier personnage") et le fait qu'il vit constamment dans l'aisance matérielle ("son habillement exaspère les gens..."). Lorsqu'il est expulsé d'URSS par Staline, "il reçoit 1 500 dollars et a immédiatement des contrats avec des éditeurs américains...". Sur ce dernier point, suffisamment de documents sérieux témoignent du désintéressement personnel de Trotsky, comme de Lénine, suffisamment de lettres et de témoignages de personnes l'ayant approché soulignent son manque de ressources dans l'émigration tant pour ses besoins vitaux que pour la lutte politique contre Staline et ses agents dans l'Internationale. Henri Guillemin paraît influencé dans ses appréciations par les calomnies

d'origine stalinienne déversées dans le mouvement ouvrier dès la fin des années 20, en reprenant par exemple à son compte des jugements de Jules Humbert-Droz, suisse ayant joué un rôle à la direction de l'Internationale stalinisée, dont la trajectoire politique - disciple de Boukharine passé dans le camp de Staline et publiant en Suisse une brochure justifiant les procès de Moscou (où les dirigeants du parti de Lénine dont, précisément, Boukharine furent accusés puis exé-

cutés) en 1924 parce que "l'armée va être démobilisée et qu'il va proposer la militarisation du travail". Cette dernière affaire est une des tartes à la crème, avec Cronstadt et autres, qui servent de passe-partout pour asseoir des explications historiques faisant abstraction des rapports sociaux profonds. Elle mérite que l'on s'y attarde :

Les débats dans le parti communiste en 1920-22 ne sont pas académiques. Dans un pays dévasté par la guerre mondiale et la guerre civi-

ment organisationnel et politique de ces couches au sortir de la guerre civile, en face d'une bureaucratie installée dans les rouages de l'Etat et du Parti.

Guillemin peut bien sûr dire que Trotsky a perdu toute audience en 1924-25. Mais il faut alors expliquer pourquoi, pour établir son pouvoir absolu, Staline a dû éliminer physiquement la quasi totalité du parti bolchévique de Lénine et des centaines de milliers de personnes, en général sous l'accusation de "trotskysme", et pourquoi il lui était nécessaire de faire assassiner Trotsky soi-même, pourtant isolé au Mexique : un "mort politique" ne mérite pas ça !

## L'industrialisation et la collectivisation

Trotsky et l'Opposition de Gauche proposent dès 1923-24 l'industrialisation et la collectivisation des terres. Lorsqu'à la fin des années 20, Staline et sa fraction se retrouvent dans une impasse économique du fait de l'arriération de l'industrie face au développement de la couche des paysans riches (koulaks), ils lancent alors une politique d'industrialisation et de collectivisation forcée qui n'est pas, comme le croit Guillemin, la reprise du programme de l'Opposition de Gauche, mais en réalité sa sinistre caricature. A une politique visant à un développement harmonieux et progressif de l'industrie (pour mécaniser l'agriculture) et des coopératives agricoles soutenues par l'Etat, le tout au bénéfice des travailleurs et des paysans pauvres, est substituée une politique brutale et incohérente durement payée par ces milieux (des millions de victimes) et dont les conséquences désastreuses persistent à ce jour.

## En conclusion

Le défaut principal de l'exposé en question est de faire le portrait de Trotsky sans parler ni de la révolution permanente, ni de la Quatrième Internationale, qu'il considérait pourtant comme le fait majeur de sa vie de révolutionnaire !

Henri Guillemin est aussi une victime du stalinisme dans la mesure où sa sympathie pour le socialisme et la Révolution d'Octobre, liée au poids représenté pour sa génération par la victoire de l'URSS sur l'Allemagne nazie, l'a amené à défendre certains aspects de la politique stalinienne et à avoir pour celui qu'on appelait la "Locomotive de l'Histoire" une indulgence qu'il n'a pas pour son principal adversaire. Qu'on en juge simplement sur ces propos : "... Staline a été d'une patience extraordinaire à l'égard de quelqu'un (Trotsky) qui multipliait contre lui les férocités (verbales)... Staline va patienter et c'est en 1932 seulement qu'il va décider de retirer la nationalité soviétique à Léon Trotsky et à toute sa famille...". C'est parce que de telles phrases nous peinent de la part d'un auteur qui s'est résolument placé par ses oeuvres du côté des opprimés et dont l'engagement public mérite notre respect que nous lui avons longuement rendu visite avec force documents. Nous priant de l'excuser pour certains de ses propos, il nous a autorisés à publier la déclaration suivante : "Il est certain que j'ai parlé trop vite et sans information suffisante dans mes jugements sur le comportement de Trotsky". Marcel Gerber

tés pour sabotage et espionnage au profit de l'Allemagne, l'Angleterre ou le Japon) - rend douteux non ses témoignages concernant des faits ponctuels, mais ses capacités de juger des personnages et des événements le dépassant manifestement. L'historien conséquent a, en plus, de la peine à lier l'"arrivisme" de Trotsky avec son refus, répété, d'occuper le premier poste de l'Etat; certains auteurs lui reprochent justement de n'avoir pas profité de son immense popularité pour prendre la direction du pays et éliminer Staline en 24-25, en utilisant l'influence qu'il gardait encore sur l'Armée Rouge.

## Autodétermination des peuples

Henri Guillemin avoue ne pas saisir la contradiction entre la volonté des bolchéviques d'octroyer l'indépendance aux peuples opprimés par le tsarisme et le fait de refuser concrètement cette indépendance lors des pourparlers de Brest-Litovsk en 1918. Il oublie que l'enjeu à ce moment est la livraison de ces pays à l'influence et à la domination de l'impérialisme allemand. Concrètement, dans le cas de l'Ukraine, c'est choisir entre la "Rada", gouvernement bourgeois sous contrôle allemand et le soviet ukrainien des travailleurs et des paysans. De telles contradictions existent chez Lénine ou Trotsky si l'on s'en tient à l'aspect superficiel et littéraire des choses, en oubliant la réalité implacable dans laquelle ils se trouvaient et qui ne leur laissait malheureusement souvent pas le choix quant aux décisions à prendre.

## Pourquoi Trotsky perd le pouvoir

Trotsky va "tomber de son pié-

le, traqué et isolé après l'échec des révolutions de l'après-guerre, existe un problème de vie ou de mort : comment faire redémarrer une économie quasi inexistante ? Trotsky fait alors des propositions tendant à faire repartir l'activité économique sur une base de libéralisation de l'économie privée, politique semblable à celle adoptée plus tard sur proposition de Lénine, la NEP. Il n'obtient pas la majorité, et se rabat alors de façon conséquente sur la politique "opposée", refusant de faire appel à l'initiative privée, axée sur le transfert dans le domaine économique des méthodes et de l'organisation ayant permis le succès de l'Armée Rouge, pour faire une véritable "armée du travail".

Ces propositions sont à nouveau repoussées. Même si certaines formulations de Trotsky dans ce débat en grande partie interne au parti sont critiquables, Guillemin dans son propos ne fait qu'écho à l'utilisation ultérieure par Staline du terme "militarisation du travail" pour détruire justement l'influence gardée par Trotsky chez les travailleurs, et en oubliant que la vraie militarisation du travail a été réalisée effectivement par Staline dans les années 30, avec les carnets du travail, les passeports intérieurs et l'importance prise par le travail concentrationnaire. Dans sa volonté d'expliquer la "défaite" de Trotsky face à Staline au moyen de critères psychologiques, Guillemin en arrive à faire le silence autour de la lutte de l'Opposition de Gauche dans le parti communiste et dans l'Internationale, sa défaite face à la couche bureaucratique, dont Staline personnalise le mieux les intérêts, étant celle de la fraction des révolutionnaires représentant historiquement les intérêts des travailleurs et des paysans pauvres. Le fondement de la défaite est l'extrême affaiblisse-

Face à la poussée populaire, accélérée par la répression et l'assassinat de Mgr Romero, l'impérialisme US et l'oligarchie locale veulent écraser le mouvement révolutionnaire des masses.

## SALVADOR: CARTER ENVISAGE UN COUP D'ÉTAT

Huit cents morts et plusieurs centaines de blessés depuis le début de l'année, tel est le bilan, dressé par la Commission des droits de l'homme de San Salvador, de la répression de la junte salvadorienne appuyée et financée par les États-Unis.

Ces chiffres, encore incomplets, correspondent aux seuls cas de personnes dont la mort a été confirmée, qui dans leur majorité ont été assassinés après avoir été capturés par des corps répressifs officiels.

Cette tentative d'anéantissement du mouvement de masse s'est encore accentuée ces dernières semaines. Elle a fait de nouvelles victimes, le 30 mars, lors des obsèques de l'archevêque de San Salvador assassiné la semaine dernière. La coordination révolutionnaire de masse avait appelé à une manifestation qui rassembla plusieurs centaines de milliers de personnes qui s'ajoutèrent à la foule spontanément amassée autour de la cathédrale où était célébrée une messe à la mémoire du prélat.

Au moment où l'archevêque mexicain prononçait son homélie, une première bombe lancée du Palais national explosa dans la foule. Elle donna le signal d'une série d'explosions de bombes incendiaires et d'une fusillade à partir du Palais national et des édifices publics alentour.

Une panique énorme s'empara des manifestants qui s'entassèrent dans la cathédrale. Très vite, l'organisation de l'autodéfense de la manifestation permit que soit garantie l'évacuation des blessés et des manifestants. On dénombre tout de même quarante morts et plusieurs centaines de blessés.

La junte rejeta la responsabilité de ces affrontements sur les organisations de la coordination révolutionnaire de masse et en profita pour occuper militairement la capitale. Des engins blindés quadrillaient la ville et lors des patrouilles de l'armée, plusieurs personnes furent assassinées par la garde nationale.

Dans un communiqué officiel, plusieurs évêques dont des représentants religieux internationaux ont dénoncé les mensonges des déclarations de la junte. Lors d'une conférence de presse de la junte le 31 mars, qui s'est tenue devant cent cinquante journalistes pour la plupart étrangers, les militaires ont été harcelés de protestations et la thèse officielle a été à ce point mise à mal que les organes d'information gouvernementaux n'ont pas fait état de cette conférence de presse houleuse.

Ces derniers crimes de la junte confirment l'orientation actuelle de la politique impérialiste au Salvador.

### La politique impérialiste

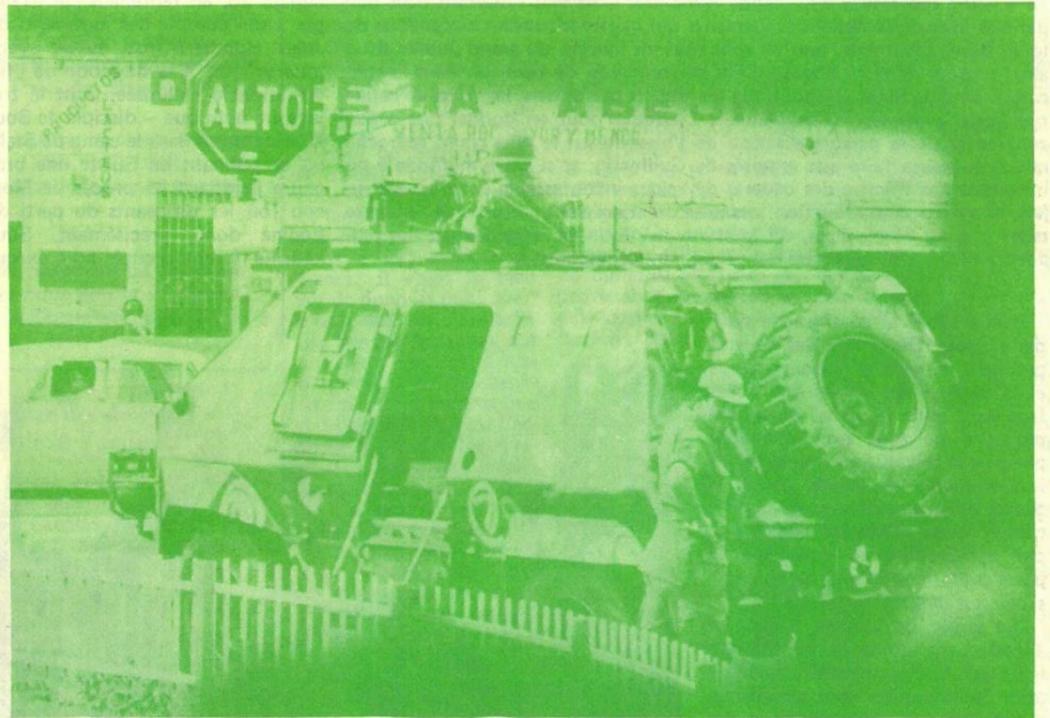
Les États-Unis, dont le soutien à la junte vient d'être réaffirmé par Carter le 31 mars, ont opté pour une politique d'écrasement du mouvement de masse et d'anéantissement des organisations révolutionnaires.

Pour cela, l'ambassadeur US Robert White se comporte au Salvador comme en pays conquis. Cet ancien conseiller du dictateur du Paraguay, Stroessner, annonça même le 28 mars la mort du secrétaire général du Bloc populaire révolutionnaire. Mais quelques heures plus tard, Juan Chacon, bien en vie, devait l'accuser de participer à une "campagne d'intoxication de l'impérialisme yankee et de l'oligarchie visant à annihiler les mouvements populaires".

Cette politique impérialiste a été encore plus concrètement illustrée par les révélations d'officiels du gouvernement panaméen qui ont accusé Washington de "préparer le terrain pour un coup d'Etat d'extrême-droite au Salvador". Il y a quelques semaines,

le sous-secrétaire d'Etat aux affaires inter-américaines, William Bowdler et Robert Pastor, spécialiste du Conseil national de sécurité pour les questions latino-américaines, se sont rendus à Panama pour s'entretenir avec les dirigeants panaméens de l'évolution de la situation au Salvador. Lors de cette rencontre, les deux représentants US expliquèrent "que le soutien à un coup d'Etat d'extrême-droite pourrait être la seule issue possible". Les Panaméens auraient alors mis fin à l'entrevue. Le département d'Etat et l'ambassadeur américain à Panama ont bien évidemment démenti ces informations que l'ambassadeur du Panama aux États-Unis, Juan Antonio Tack, devait pourtant confirmer en précisant qu'elles étaient "correctes pour l'essentiel".

Pour essayer de mener à bien sa tâche, l'impérialisme US s'associe toutes sortes de mercenaires



somozistes ou cubains anticastroistes qui agissent de concert avec les forces répressives gouvernementales. Après les provocations réactionnaires contre la manifestation du 30 mars, l'armée s'empara de la capitale sous prétexte de "rétablir l'ordre dans la rue" et de "mettre fin aux désordres", alors même que ce sont des hommes en uniforme censés protéger les édifices publics qui ont tiré sur la foule rassemblée devant la cathédrale.

### Une junte agressive mais très isolée

Malgré cette répression forcée, le Parti démocrate chrétien se retrouve de plus en plus isolé aux côtés de la junte soutenue à bout de bras par Carter. Depuis l'assassinat du prélat de San Salvador, trois ministres ont démissionné. Tout en se réfugiant à l'étranger, Oscar Menjivar, ministre de l'Economie, Eduardo Colindres, ministre de l'Education et Jorge Villacora, vice-ministre de l'Agriculture, ont déclaré le 28 mars qu'ils refusaient de "participer à une guerre" dans laquelle ils ne voulaient "absolument pas être impliqués". Ils affirmèrent aussi que les militaires salvadoriens avaient déclaré à la junte qu'ils se considéraient "en état de guerre et que les civils devaient passer au second plan".

Mais la terreur que l'oligarchie et l'impérialisme organisent contre les masses populaires n'a pas réussi à atteindre leur détermination, ni à désorganiser sérieusement les formations révolutionnaires. Elle ne peut au contraire que refermer toute voie à une solution de négociation avec la junte et l'impérialisme, et accroître la polarisation politique et sociale entre les classes.

La grève générale de huit jours appelée par la coordination révolutionnaire de masse après l'assassinat de l'archevêque de San Salvador, illustre l'approfondissement de la mobilisation populaire. Dès le 28 mars, tous les transports étaient paralysés et de nombreuses usines fermées. C'est ainsi la troisième grève générale massivement

suivie depuis deux mois. Le 30 mars, un temps fort de cette mobilisation aura été la manifestation qui fut sauvagement attaquée par les sbires de la junte, et dans laquelle les organisations de la coordination firent preuve de leur capacité d'autodéfense.

En même temps, une vingtaine de prêtres et séminaristes ont entamé une grève de la faim pour réclamer "la fin de la répression contre le peuple". Jamais la junte n'a été aussi isolée et acculée par le mouvement populaire.

La coalition entre l'armée et la démocratie-chrétienne a connu une série de crises successives depuis mars 1980. La politique ouverte de répression massive a amené certains secteurs de la démocratie-chrétienne — ceux d'Hector Deda et de la "tendance populaire" du PDC, par exemple — à rompre avec la junte. L'assassinat de Romero a accentué cette crise. Aujourd'hui, les sociaux-démocrates, des fractions de la démocratie-chrétienne et divers secteurs de la moyenne bourgeoisie se sont unifiés et ont formé le Nouveau Front Démocratique. Ce Front va chercher une alliance avec la Coordination révolutionnaire des masses — formées par les principales organisations révolutionnaires — afin de jouer la carte d'un gouver-

nement de coalition qui pourrait tenter de canaliser le processus révolutionnaire.

Face à la junte dont les provocations militaires semblent vouloir précipiter un affrontement avec les organisations révolutionnaires pour les écraser, la coordination révolutionnaire de masse se déclare encore insuffisamment préparée pour une "offensive généralisée". La question de la création du rapport de forces nécessaire au déclenchement et à la victoire de la grève insurrectionnelle est effectivement une tâche centrale dans un pays encore traumatisé par l'écrasement de l'insurrection populaire de 1932. L'actuelle grève générale en sera sans doute une étape importante. La solidarité internationale, pour empêcher l'impérialisme US de fomenter un nouveau coup d'Etat au Salvador, en est une condition essentielle.

D'ores et déjà les militants des partis ouvriers et des syndicats doivent se mobiliser en Europe pour réclamer la rupture des relations diplomatiques avec la junte du Salvador, le boycottage des envois d'armes et de munitions et pour apporter leur soutien à la coordination révolutionnaire de masse.

Vincent Kermel

